

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA SOCIÉTÉ
ET LES
Idées sociales en Franche-Comté
en 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 6 Décembre 1920, à deux heures

PAR

FERNAND COURROYE

Président : M. DESCHAMPS.

Suffrageants { MM. CHÊNON, Professeur.
Paul FOURNIER, Professeur.

LYON
IMPRIMERIE EXPRESS

46, rue de la Charité, 46

1920

LA SOCIÉTÉ

ET LES

Idées sociales en Franche-Comté en 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 6 Décembre 1920, à deux heures

PAR

FERNAND COURROYE



Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants { MM. CHÊNON, Professeur.
Paul FOURNIER, Professeur.

LYON
IMPRIMERIE EXPRESS

46, rue de la Charité, 46

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE ET A MA FEMME

A MA FAMILLE

A MES MAÎTRES ET A MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SOCIÉTÉ

ET LES

Idées sociales en Franche-Comté

en 1789

INTRODUCTION

Egalitarisme et Socialisme

I

Il ne paraît pas excessif d'affirmer que le désir d'égalité surgit le jour où deux individus se sont trouvés réunis en société.

La nature a multiplié autour de nous des formes si dissimilaires, créé des forces, des intelligences, des capacités si disparates, qu'il est impossible à un être raisonnable, dans un milieu si fruste soit-il, de ne pas appliquer sa réflexion à cette évidence. Le sentiment de l'inégalité naît du premier regard jeté par l'homme sur la condition de son semblable.

En nous livrant à cette analyse, nous ne prétendons pas faire de l'égalitariste des époques primitives un philosophe érigeant en concept les vagues lueurs que lui suggère son instinct et les nécessités immédiates de lutter pour vivre et se développer, mais il nous paraît impossible de lui refuser certaines qualités d'observation faisant jaillir de l'état le plus rudimentaire et le plus sauvage quelques bribes de conscience. La société primitive, dans son communisme absolu, ne présente évidemment pas grand motif de critiques. Dans les hordes, dans les clans des premiers âges, il n'y a aucune propriété personnelle. Les armes, les troupeaux, les provisions appartiennent à la collectivité. Quand la tribu n'est pas

nomade, la terre sur laquelle elle vit appartient indistinctement aux membres qui la composent. Ce n'est que peu à peu que des groupements familiaux se constituent autour de certains hommes plus forts et plus intelligents que les autres et qu'il se forme une propriété familiale de la hutte, des armes et des provisions. Plus tard se constitue une propriété personnelle à chaque membre de la société ; la propriété nationale et la propriété familiale diminuent alors de génération en génération. A mesure que la propriété se morcelle, elle devient de plus en plus inégale : les plus forts et les plus intelligents conquièrent les meilleures parts. Tandis que la population grandit, la distance qui sépare les uns des autres s'accroît peu à peu. Cette différenciation se fait sentir d'une façon d'autant plus pressante que le développement de la civilisation accentue les besoins des hommes et leur rend plus manifestes les inégalités sociales. L'intelligence croît également ; la pensée s'applique à ces problèmes et, avant de leur chercher une solution, elle veut donner à ses buts un motif plus noble, plus spiritualisé et fonder ses protestations sur un mobile moins vulgaire.

*
* *

Les tendances égalitaires nous paraissent, suivant l'ordre de leur développement, se ramener à trois éléments psychiques :

1° Le premier en date trouve son origine dans des appétits purement matériels. Tout homme a besoin, pour conserver et développer son existence, de certains biens dont l'usage ou la consommation lui sont indispensables : logement, vêtements, nourriture, instruments de travail. S'il manque de ce minimum, il souffre et disparaît ; s'il constate autour de lui la présence de privilégiés plus favorisés dans la répartition, dont le lot est plus vaste, il gémit de la dissemblance et jette sur ces biens sa convoitise. Ce besoin de jouir de certains objets matériels, besoin dérivé de l'instinct de lutte pour la vie et plus tard du sentiment de la famille, ne pouvait échapper même à l'assemblage primitif des clans ou des tribus dans lesquels l'appropriation et la répartition devaient se faire sous forme brutale et sur la base de la force présidant aux distributions de matières consommables.

Là, déjà, l'inégalité apparaissait conçue pour des motifs purement matériels dont la permanence fournira, au cours des temps, un aliment constant à cette forme égoïste et en quelque sorte naturelle des revendications sociales ramenées aux nécessités fondamentales de la vie.

2° A un stade plus avancé du développement des sociétés, lorsque l'esprit s'affine et que l'individu est moins sollicité par des préoccupations purement vitales, les concepts prennent de la hauteur. L'existence de masses devenues plus denses

et la formation d'une élite ne sont pas indifférentes à cette transformation. Dans une grande agglomération sociale beaucoup d'individus manquent du nécessaire, tandis que quelques autres ont des ressources supérieures à leurs besoins. Des êtres charitables, des penseurs laïcs ou religieux, appliquent leur esprit à ces problèmes en substituant à la révolte brutale de l'instinct un élément plus altruiste, d'une essence plus relevée. Ils ne réclament plus au nom du droit à la vie, mais au nom de la justice sociale.

M. Isambert, dans son livre sur « *Les Idées socialistes en France* » (1), définit ainsi cette justice : « La répartition du bonheur entre les membres d'une même société, conformément au mérite de chacun de ses membres ». C'est la balance entre la personnalité de chacun et la personnalité de tous ; c'est la transaction qui s'établit, pour un homme déterminé, entre ses droits et ses devoirs, entre son penchant égoïste et son penchant altruiste.

3° Tout en nous gardant d'affirmations absolues dans un domaine aussi mobile que le domaine moral, il semble que ces deux éléments extrêmes des tendances égalitaires correspondent dans l'ensemble aux divisions de la société en classes, aussi délimitées par la différence des besoins et des ressources que par la culture de leur esprit. A mi-chemin, entre ceux que la gangue matérielle enlize et étroit et ceux qui vivent dans le pur domaine de la pensée, se trouve une moyenne, la masse des individus concentrée dans une obsession sourde, inconsciente, qui semble une résultante des deux premiers éléments, sentiment d'envie, jalousie farouche de toute supériorité et qui va jusqu'à la haine. Ce n'est plus le geste brutal, l'appétit du primitif ; ce n'est pas la pensée qui plane et s'élève jusqu'à la spéculation, mais, à travers un atavisme obscur, un point de contact mal défini entre ces deux courants psychiques dont l'amalgame a enfanté un esprit oblique et se concentre en cette mentalité hargneuse et basse, caractéristique de nos sociétés modernes (2). Beaucoup de ceux qu'inspire ce mobile ne peuvent, dans leur désir de bouleverser la société, se réclamer ni de la misère de leur condition, ni de la hauteur de leur esprit, ils obéissent aveuglément à une force invisible qui, entre mille herbes mauvaises, fleurit chez l'homme avec violence ; ils distillent la haine comme le serpent le venin.

M. E. Faguet (3), après une analyse serrée de l'idée d'éga-

(1) Introduction, p. 14.

(2) Alfred de Vigny écrivait : « L'élégante simplicité, la réserve des manières du grand monde, causent non seulement une aversion profonde aux hommes grossiers de toutes les opinions, mais une haine qui va jusqu'à la soif du sang. »

(3) *Discussions politiques*.

lité, a formulé ces intéressantes conclusions : « Cette idée a deux faces, dit-il, selon la nature et la qualité des esprits qui la conçoivent. Chez les uns, elle naît du sentiment de l'envie, chez les autres, elle naît du sentiment de la justice. Et c'est comme ressortissant à l'envie qu'elle est la plus fâcheuse, mais aussi la moins dangereuse ; et c'est comme ressortissant à l'instinct de justice qu'elle est la plus spécieuse et la plus noble, mais aussi la plus féconde en périls et la plus grosse en catastrophes. Quand l'idée d'égalité n'est plus qu'une forme de l'envie, elle est capable de résignation. Elle s'atténue, elle s'émousse. Après tout, sous cette forme elle a toujours existé. L'antiquité l'a connue tout autant que les temps modernes et je ne crois pas que le moyen âge en ait été exempt. Elle a, certes, de mauvais effets et ne peut guère en avoir de bons. Mais, enfin, elle a ceci qui la rend relativement inoffensive, qu'elle est extrêmement divisée et dispersée relativement à ses objets. On envie à côté de soi. Le plus bas placé envie celui est immédiatement au-dessus de lui, celui-ci l'homme qui le dépasse d'un degré, et ainsi de suite, et ceux d'en bas ne songent pas très précisément à envier ceux de tout en haut à moins qu'ils ne les voient passer et ne se heurtent à eux, ce qu'il serait sage de trouver le moyen d'empêcher d'être. L'idée d'égalité, comme forme d'instinct de justice, est évidemment beaucoup plus noble ; mais elle est plus dangereuse parce que, sous ce caractère, elle se généralise sans rien perdre, je crois, de sa force. Quand cette idée, qu'il est insupportable que quelqu'un soit au-dessous et quelqu'un au-dessus, s'empare de l'homme, elle en fait un révolté non seulement contre la société, mais contre la nature elle-même.

*
* *

On a cru observer aussi que les tendances égalitaires revêtaient des caractères spéciaux et des différences marquées suivant les distinctions nationales et ethniques : la France, par exemple, baserait ses doctrines sur des principes moraux, sur l'idée de devoir plutôt que sur l'idée de droit, sur le principe de fraternité plutôt que sur le principe d'égalité. L'Allemagne, au contraire, fonderait les siennes sur des considérations exclusivement économiques et juridiques basées sur l'idée de droit plutôt que sur l'idée de devoir, sur le principe d'égalité plutôt que sur celui de fraternité.

Ainsi, dans le temps et dans l'espace, nous voyons des mobiles différents et des fondements divers régir ce sentiment dont l'universalité reste toutefois incontestable.

Si nous passons des éléments de l'idée à ses manifestations externes, nous remarquons que toute idée est une force qui cherche à se manifester, à se répandre au-dehors et à grandir.

Les conditions de milieu réagissent sur ce développement ; certains états sociaux lui sont particulièrement favorables en présentant des caractères propices à la genèse des idées égalitaires.

Quelles sont donc ces conditions ?

M. Bouglé conclut dans son étude sur « *Les Idées égalitaires* » que leur formation est en rapport :

1° Avec la quantité des unités sociales, c'est-à-dire des individus composant une société, avec leur densité, leur mobilité ; plus une société a de membres, est dense, libre dans ses relations, plus ces idées se développent ;

2° Avec la qualité des unités sociales : les idées égalitaires paraissent être une fonction de l'homogénéité et de l'hétérogénéité des individus ; l'habitude semblant produire un nivelage, les individus d'une société arrivent à se considérer comme de même nature ; s'il se produit une hétérogénéité, les individualités s'accroissent par la division du travail et l'idée se développe ;

3° Avec la complication et l'unification des sociétés : plus la société se diversifie, plus elle se centralise, plus aussi l'idée naît avec facilité.

Il nous semble également que l'évolution économique des sociétés, le développement de la grande industrie créant une accumulation de richesses en certaines mains, tandis qu'à côté sévit le paupérisme, donnent naissance à un courant de discussions philosophiques où la critique s'applique à tous les principes constitutifs des Etats : principes d'égalité, de justice, de liberté, d'autorité même.

II

L'idée n'est pas seulement une force qui tend à se manifester, c'est aussi une force qui tend à se réaliser par des moyens appropriés. En quoi consiste l'idée d'égalité, sinon à penser que les individus doivent bénéficier d'une égalité de situation en droit et en fait ?

Nous avons surtout jusqu'ici envisagé l'égalité des droits, mais il est probable que le désir d'égalité de fait dut psychologiquement, dans l'humanité, précéder le désir d'égalité des droits. N'est-il pas le plus général des desirs puisqu'il se ramène, en dernière analyse, au désir de jouir ou de moins souffrir et si, historiquement, dans le mouvement social l'idée d'égalité de fait est la dernière à entrer en jeu, c'est qu'elle est la plus difficile à réaliser et qu'elle ne peut se faire jour sans bouleversement.

L'égalitarisme socialiste réunit ces deux tendances en y ajoutant des particularités précises et très définies.

Du point de vue des principes, il est conçu dans l'intérêt

de l'individu et fondé sur le sentiment d'injustice de l'inégalité découlant de l'ordre social existant. Cette idée égalitaire du socialisme est individualiste, en ce qu'elle a pour fin le bonheur de l'individu et en ce qu'elle procède de l'idée du droit de l'individu.

Si l'égalité de fait est préconisée dans un autre but, elle ne pourra pas rentrer dans les concepts du socialisme.

La réalisation des principes est cherchée dans la suppression de la propriété et sa socialisation. On a soutenu, il y a quelques années, que le socialisme n'impliquait pas la suppression de la propriété ; il serait indépendant des moyens par lesquels on veut réaliser l'égalité et indépendant de la suppression de la propriété. Cette théorie nous paraît illogique, car : ou le mot « socialisme » désigne seulement l'idée égalitaire et alors il est inutile, ou il exprime quelque chose de plus, un moyen de réalisation de l'idée égalitaire ; il est cette idée même incorporée dans un moyen déterminé : la socialisation des biens. (1)

En lisant diverses définitions du socialisme, on sent combien cette notion est flottante, imprécise et parfois incomplète suivant la conception que les auteurs se font du terme « égalité » et surtout de ses moyens de réalisation. Une enquête entreprise par le journal le *Figaro*, il y a quelques années, produisit plus de 600 réponses différentes à cette question : Qu'est-ce que le socialisme ?

M. G. Renard écrit : « Est socialiste quiconque veut, comme but, diminuer l'inégalité sociale ; et, comme moyen, assumer à chaque membre de la société, une part de richesse totale, en associant les hommes ou en socialisant les choses. » Cette définition comprend bien les deux termes de la formule socialiste : l'égalité et la socialisation, mais la notion d'égalité dans le but direct d'assurer le bonheur de l'individu ne nous paraît pas suffisamment dégagée.

M. Aulard (2) donne au principe une physionomie encore plus indéterminée. « Le socialisme, dit-il, est ce qui tend à l'égalité par la solidarité des hommes et des intérêts. »

Dans son livre sur le « *Socialisme et la Science positive* », M. Enrico Ferri (3), professeur de droit pénal à l'Université de Rome, a serré de plus près les termes du problème : « L'égalité d'après le socialisme, — comme le disait Benoît Malon, — doit être entendue dans un double sens relatif : 1° On doit assurer à tous les hommes comme tels, des conditions d'existence humaine ; 2° Tous les hommes doivent être

(1) M. Aug. DESCHAMPS, dans son cours sur le *Socialisme*.

(2) *Etudes et Leçons sur la Révolution. Origine historique du Socialisme français*, p. 21.

(3) *Socialisme et Science positive*, p. 24.

égaux au point de départ dans la lutte pour la vie, afin que chacun développe librement sa propre personnalité à égalité de conditions sociales, tandis qu'aujourd'hui un enfant sain et robuste, mais pauvre, succombe dans la concurrence avec un enfant faible, mais riche... Cette transformation se résume dans la conversion de la propriété privée ou individuelle des moyens de production, c'est-à-dire de la base physique de la vie humaine (terre, mines, maisons, usines, machines, instruments de travail, moyens de transport), en propriété collective ou sociale... »

Nous adoptons la définition de M. Deschamps, professeur d'histoire des doctrines économiques à la Faculté de Droit de Paris, qui dégage, en une formule très claire et très simple, les deux éléments, interne et externe, constitutifs de l'égalitarisme socialiste :

« Le socialisme consiste dans la *suppression* de la propriété privée et sa *socialisation*, en vue d'établir et de faire régner, dans l'intérêt de l'individu et au nom de la justice, l'égalité au moins approximative des conditions, une relative ou absolue *égalité de fait*. »

L'examen de ces définitions et leur discussion nous ont paru extrêmement importants et devaient servir de base à cette étude puisque nous chercherons à dégager les manifestations socialistes que certaines théories et certains événements ont pu révéler au cours de l'histoire.

III

La Grèce vit éclore, au iv^e siècle, la première manifestation théorique des systèmes socialistes, avec la « République » de Platon, dont Aristote fit la critique. On a présenté Platon comme l'ancêtre du socialisme pour le plan qu'il a tracé d'une société dans laquelle il supprimait la propriété et la famille. Nous ne pouvons retenir, à ce titre, son communisme édifié sur le maintien de l'esclavage et n'ayant aucunement pour but l'intérêt de l'individu. Son influence sur les penseurs des siècles suivants reste pourtant incontestable et la Révolution aura toujours sur les lèvres ce mot de « vertu » qui était la « justice » de Platon.

La même équivoque pourrait se produire à l'examen des institutions de Sparte : Lycurgue voulait organiser une aristocratie guerrière qui bénéficierait seule de l'égalité, correlative au maintien de l'esclavage et des ilotes.

On chercherait en vain du communisme dans l'histoire de la Rome ancienne. Aucun peuple n'institua plus solidement la propriété privée que les Romains, et jamais les lois agraires — qu'il s'agisse des lois licinienques, des tentatives des Gracques ou des distributions de terres opérées par Jules César — ne

songèrent à y porter atteinte. Elles visaient seulement « l'ager publicus » et jamais « l'ager privatus », propriété foncière des patrimoines particuliers.

Le christianisme ne permet pas davantage de rapprochements avec le socialisme, quoi qu'en aient pensé Louis Blanc, Cabet et Pecqueur. L'Evangile ne juge jamais l'organisation sociale, et les anathèmes de Jésus contre les riches ne visent que les « mauvais riches ». La communauté des biens relatée dans les Actes des Apôtres n'a aucun rapport avec un régime social et l'égalité proclamée n'est que l'égalité des hommes devant Dieu.

Les écrits des Pères de l'Eglise ne peuvent pas plus être retenus, et pourtant Proudhon semble remonter à saint Jérôme qui écrivait : « L'opulence est toujours le produit d'un vol ; s'il n'a pas été commis par le propriétaire actuel, il l'a été par ses ancêtres », ou à saint Ambroise : « La Nature a établi la communauté, l'usurpation, la propriété privée ». Plus tard, Bossuet (1) devait exprimer des idées à peu près identiques et nul n'oserait parler du socialisme de Bossuet. Les Pères de l'Eglise ne pensaient qu'à inciter les riches à l'accomplissement du devoir de charité.

Il faut arriver au xvi^e siècle, si profondément marqué par la Renaissance, pour trouver des manifestations importantes de l'esprit égalitaire et communiste dans le mouvement anabaptiste et l'apparition de l'*Utopie*, de Thomas Morus. Pour la première fois, nous nous trouvons, avec le « *De optimo reipublicæ statu et nova insula Utopia* » (2), en face d'une expression véritable du communisme moderne, traversée par le souffle de commisération du christianisme et procédant, à la différence du système de Platon, de la considération du bonheur des faibles et des deshérités.

(1) *Sermon sur la Dignité des Pauvres dans l'Eglise*. « Dans l'ancienne Eglise, on mettait tout en commun de peur de se rendre coupable de la nécessité de quelqu'un. Quelle injustice, que les pauvres portent tout le fardeau et que tout le poids des misères aille fondre sur leurs épaules ! S'ils s'en plaignent et s'ils murmurent contre la Providence divine, Seigneur, permettez-moi de le dire, c'est avec quelque couleur de justice, car étant tous pétris d'une même masse et ne pouvant y avoir grande différence entre de la boue et de la boue, pourquoi verrons-nous d'un côté la joie, la faveur, l'affluence et, de l'autre, la tristesse et l'extrême désespoir, l'extrême nécessité et, plus encore, le mépris et la servitude. Pourquoi cet homme si fortuné vivrait-il dans une telle abondance et pourrait-il contenter jusqu'aux désirs les plus inutiles d'une curiosité étudiée, pendant qu'un misérable, homme toutefois aussi bien que lui, ne pourra soutenir sa pauvre famille ni soulager la faim qui le presse ? »

(2) *Traduction française*, STOUVENCE, 1842.

Au xvii^e siècle, le développement de la richesse en certains pays provoqua de nouvelles publications égalitaires. Campanella écrivit sa « *Cité du Soleil* », dont le communisme découle de considérations métaphysiques, et Harrington son « *Oceana* ». En Espagne paraissait la « *Communauté des biens* », de Vives.

En France, au xvii^e siècle, apogée de la religion, de la métaphysique, de l'éloquence, des lettres, on ne songeait guère aux questions sociales. Un homme pourtant sentit violemment la misère du peuple, symbolisant déjà l'union étroite du petit clergé et de la basse classe, dont l'action devait peser si vigoureusement en 1789 : Jean Meslier (1), curé de Champagne, dans son « *Testament* », publié en 1764, à Amsterdam, préconisa le bouleversement du régime social et la suppression de la propriété.

*
* *

Les théories égalitaires du xviii^e siècle retiendront davantage notre attention. Toute la pensée philosophique de ce siècle a préparé les esprits cultivés à la Révolution. Les cahiers, les brochures, les discours des orateurs en sont profondément imprégnés dans le fond et dans la forme et un auteur moderne, M. Espinas (2), pourra dire que les hommes politiques de la Révolution sont nourris de leurs ouvrages et y trouvent, comme Pascal et Bossuet dans saint Augustin, une évidence inépuisable.

Il n'est donc pas inutile d'étudier les liens qui réunissent ces manifestations pour pouvoir dégager, par cet examen, le véritable caractère et le sens réel d'événements sur la portée desquels on a émis les jugements les plus variés.

La philosophie sociale du xviii^e siècle est partagée en deux courants diamétralement opposés : d'un côté les Physiocrates qui célèbrent l'appropriation individuelle comme une nécessité naturelle et bienfaisante ; de l'autre, les moralistes épris de l'idéal de justice qui ne voient dans la propriété qu'une création artificielle du contrat social dont l'extension indéfinie est la source de la plupart des maux deshonorant les sociétés.

Voltaire, Montesquieu, Diderot, Rousseau seront les grandes autorités de ce temps et préluderont, par leurs écrits, aux violentes diatribes des siècles suivants (3). Empruntant à

(1) *Testament de Jean Meslier*, par Ch. RUDOLF, 3 vol., Amsterdam, 1864.

(2) P. 110, *Philos. soc. du xviii^e siècle*.

(3) VOLTAIRE : « Lettre à M. de Bastide ». Il est un peu fâcheux pour la nature humaine que l'or fasse tout et le mérite presque rien ; que les vrais travailleurs derrière la scène aient à peine une subsistance honnête, tandis que des personnages en titre fleuris-

Grotius, à Puffendorf et à Hobbes la fiction de l'état de nature, les philosophes de cette époque, ont cru retrouver un type d'humanité perdu ; l'homme de la nature, le bon sauvage qui jouit de la liberté et de l'égalité absolue dans l'inexistence de la propriété individuelle. « La propriété individuelle n'existait pas dans l'état de nature ; elle n'est donc pas un droit naturel. Qu'elle soit fondée sur l'occupation ou sur le travail, elle n'est qu'un droit social réglementé et organisé par la société suivant les besoins, les intérêts d'une époque. La société peut donc modifier ou supprimer ce droit, le jour où il est devenu abusif et dangereux. »

Rousseau, dont l'œuvre est énigmatique par ses contradictions, s'attaque aux origines de la propriété dans son « *Discours sur l'Inégalité* ». « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « Ceci est à moi » et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, de misères et d'horreurs n'eut point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur, « vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous » et que la terre n'est à personne... » Le souverain n'a nul droit de toucher au bien d'un particulier, ni de plusieurs, mais il peut légitimement s'emparer du bien de tous... »

sont sur le théâtre, que les sots soient aux nues et les génies dans la fange, qu'un père déshérite six enfants vertueux pour combler de biens un premier-né qui souvent les déshonore ; qu'un malheureux qui fait naufrage ou qui périt de quelque autre façon dans une terre étrangère laisse au fisc de cet Etat la fortune de ses héritiers.

« On a quelque peine à voir, je l'avoue encore, ceux qui labourent dans la disette, ceux qui ne produisent rien dans le luxe, de grands propriétaires qui s'approprient jusqu'à l'oiseau qui vole et au poisson qui nage ; des vassaux tremblants qui n'osent délivrer leurs moissons du sanglier qui les dévore... »

MONTESQUIEU. « Les richesses particulières n'ont augmenté que parce qu'elles ont ôté à une partie des citoyens le nécessaire physique ; il faut donc qu'il leur soit rendu... Il faut que les lois, divisant les fortunes, mettent chaque citoyen pauvre dans une assez grande aisance pour pouvoir travailler comme les autres et chaque citoyen riche dans une telle médiocrité qu'il ait besoin de son travail pour conserver ou acquérir. La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants, mais elle n'oblige pas de les faire héritiers... Si dans un Etat les richesses sont également partagées, il n'y aura point de luxe, car il n'est fondé que sur les commodités que l'on se donne par le travail des autres. Pour que les richesses restent également partagées, il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. Si l'on a au delà les uns dépenseront, les autres acquerront et l'inégalité s'établira. »

Ces déclarations préparaient directement la voie à celles de Morelly, de Mably (1) et de Brissot de Warville, pour ne citer que les noms les plus invoqués, Morelly précurseur de Fourier dans son système du travail attrayant, et Brissot, dont Proudhon devait plus tard plagier la formule : « La propriété, c'est le vol ».

IV

Pouvait-on supposer qu'une telle floraison d'écrits, si nettement égalitaristes, n'ait pas marqué profondément ce grand bouleversement que devait être la Révolution Française ?

Celle-ci, inspirée de la pensée de ces philosophes, ne devait-elle pas l'accentuer au contraire, chercher à en réaliser les formules et mettre à exécution — selon le mot de Babeuf — « les conceptions de la philosophie que l'on regardait naguère comme chimériques. »

Y a-t-il dans la Révolution Française des traces de socialisme ? C'est la question que se sont posée de nombreux auteurs contemporains et qu'ils ont résolue différemment.

M. Paul Janet (2) conclut que la Révolution n'eut jamais pour but l'établissement de quoi que ce soit de semblable au socialisme. Au contraire, elle voulut établir le principe de la propriété individuelle. Cette opinion est aussi celle de M. P. Deschanel (3) et celle de M. d'Eichthal.

Au contraire, M. Espinas (4) (*Socialisme et Révolution Française*) soutient que la Révolution fut consciemment socialiste et voulut supprimer toutes les inégalités.

M. Aulard (*Etudes et leçons sur la Révolution*) dit qu'il ne faut pas opposer au socialisme les principes de 1789 et que leurs conséquences sont ce qu'on appellera plus tard le socialisme. Dans le même sens, un autre historien de la Révolution, M. Albert Mathiez (*Annales révolutionnaires*, mai 1912)

(1) MABLY. « La Propriété nous partagea en deux classes, en riches et en pauvres... La liberté dont chaque Européen croit jouir n'est autre chose que le pouvoir de rompre sa chaîne pour se donner à un nouveau maître. Le besoin y fait des esclaves et ils sont d'autant plus malheureux qu'aucune loi ne pourvoit à leur subsistance. C'est se jouer de la raison que de prétendre que tout homme est libre dans les pays où le citoyen emploie un autre citoyen pour le servir et le condamne aux emplois les plus vils et les plus durs pour l'humanité... Choisissez entre une révolution et l'esclavage. Il n'y a point de milieu... »

(2) *Origines du Socialisme contemporain*, p. 3.

(3) Cité dans d'EICHTHAL : *Socialisme, Communisme et Collectivisme*, p. 60 et p. 62, note 2.

(4) *La Philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution*, p. 165.

note que : « Deux grands faits dominant les débuts du socialisme : d'une part l'immense transfert de propriétés provoqué par la suppression des droits féodaux et des dîmes, par la confiscation des biens d'Eglise et des biens des émigrés, et, d'autre part, les débuts du machinisme. »

Une thèse mixte est soutenue par M. E. Faguet et M. André Lichtenberger :

« La Révolution — dit M. Faguet dans les « *Problèmes politiques du temps présent* » — ne fut pas du tout individualiste bien qu'elle croie l'être. Ses principes étaient socialistes en puissance, son œuvre n'a pas été socialiste. Elle a été « appropriationniste ».

M. Lichtenberger (1), dans son remarquable ouvrage sur « *Le Socialisme et la Révolution Française* », conclut que, dans l'ensemble et dans ses principes, la Révolution ne fut en rien conséquemment socialiste ; ses réformes furent antisocialistes. « Un fait est universellement reconnu, dit-il, c'est qu'il y eût du socialisme dans la Révolution Française. »

L'examen de ces différentes thèses nous montre que cette question reste, très discutée et d'ailleurs difficile en raison des études encore incomplètes auxquelles on s'est livré jusqu'à ce jour. M. Lichtenberger (2) avoue s'être heurté à la difficulté d'étudier une masse innombrable de documents et d'explorer à fond toutes les archives. Une histoire complète détaillée et documentaire du Socialisme sous la Révolution ne lui semble possible que lorsque « toute l'histoire intérieure de la Révolution et, plus particulièrement, celle des classes populaires et des municipalités, et celle des idées seront beaucoup plus avancées qu'elles ne sont ; où par conséquent l'historien sera moins exposé à faire fausse route et à explorer infructueusement des masses de documents inutiles. »

« Il y aurait lieu, dit-il, de refaire complètement un ou plusieurs livres d'importance et d'intérêt exceptionnels sur l'attitude et les sentiments du peuple français pendant la Révolution à l'égard de la propriété et des questions relatives à la propriété, pour déterminer d'une manière satisfaisante jusqu'à quel point des idées égalitaires ou socialistes pénétrèrent les villes et les campagnes françaises. »

L'importance de ces considérations et l'intérêt que nous avons pris aux leçons de M. Deschamps, à la Faculté de Droit de Paris, nous ont déterminé à rechercher dans l'étude des cahiers et des brochures et dans toutes les manifestations révolutionnaires quel était l'état des esprits en Franche-Comté en 1789.

Nous avons consulté à la Bibliothèque de Besançon et aux

(1) P. 284 ; p. 10.

(2) LICHTENBERGER, p. 154, p. 14.

Archives départementales tous les documents originaux relatifs à ce sujet et une grande quantité d'ouvrages, relatés à notre bibliographie (1).

Il nous a paru indispensable d'examiner le grand courant philosophique qui a précédé la Révolution et préparé l'esprit de la bourgeoisie pour montrer le travail lent et profond des idées ; l'étude de la vie économique et sociale, celle des conditions d'existence des classes populaires à la veille de ce grand événement ne nous semblent pas moins nécessaires.

Comme le remarque justement M. Lichtenberger, il n'y a guère, en matière sociale, de sauts brusques et de cataclysmes imprévus. Tout mouvement social considérable, tout système politique nouveau a des racines dans le passé ; les révolutions, même les plus radicales, même les plus déconcertantes en apparence, ne sont jamais que le terme d'une évolution lente dont des circonstances particulières ont, tout-à-coup, précipité la marche.

En voyant vivre la société sous l'Ancien Régime, nous discernons mieux le sens des aspirations du peuple.

(1) Les références en marge du texte se traduiront de la façon suivante :

Bibli. de Besançon, catalogue d'hist. ou de manuser.;

Arch. départementales du Doubs. C (carton), L (liasse).

Quand les renvois porteront indication de page sans titre de l'ouvrage, il s'agira d'un livre cité à la bibliographie, à la fin de ce volume.

PREMIÈRE PARTIE

Situation économique et sociale vers 1789

« Sans une vue nette de l'ancienne société,
« de ses lois, de ses vices, de ses préjugés, de
« ses misères, de sa grandeur, on ne compren-
« dra jamais ce qu'ont fait les Français pendant
« le cours des soixante ans qui ont suivi sa
« chute. »

DE TOCQUEVILLE.

L'Ancien Régime et la Révolution.

CHAPITRE I. — *Le Clergé*

Vers 1789, la Franche-Comté, annexée à la France depuis le traité de Nimègue (1678), constituait au point de vue administratif le territoire de la Généralité de Besançon et se répartissait, au point de vue judiciaire, en quatre bailliages principaux :

1° Le bailliage d'Amont avec Vesoul pour chef-lieu, Baume-les-Dames et Gray comme bailliages secondaires ;

2° Le bailliage d'Aval ou de Lons-le-Saunier comprenant les bailliages de Poligny, Arbois, Orgelet, Pontarlier, Salins et Saint-Claude ;

3° Le bailliage de Dôle avec Ornans et Quingey comme bailliages secondaires ;

4° Le bailliage de Besançon sans bailliage secondaire.

La province était bornée au nord par la Lorraine, au nord-ouest par la généralité de Châlons, à l'ouest par la Bourgogne, au sud par la Bresse et à l'est par le Jura, la principauté de Neuchâtel, la seigneurie de Montjoie, la principauté de Montbéliard et l'Alsace.

Ces limites sont les grandes lignes des bornes de la province car, à la fin de l'Ancien Régime, exception faite des délimitations naturelles ou de celles qui, par suite de circonstances exceptionnelles, ne pouvaient être contestées, le royaume de France n'avait pas de limites bien définies (1).

Le Comté de Montbéliard appartenait à la Maison de Wurtemberg, et ne fut réuni à la France qu'en 1793. La petite principauté de Mandeure, enclavée dans le bailliage de Baume-les-Dames, formait une république indépendante sous la souveraineté de l'archevêque de Besançon.

Depuis la réunion du Comté à la Couronne, l'organisation sociale et politique de la province était un reflet de celle de la France. Elle était étroitement rattachée au pouvoir central par ses Intendants; elle avait son parlement que Louis XIV avait ramené de Dôle à Besançon; elle était soumise à tous les impôts du royaume. Après quelques convulsions pour conserver certaines franchises ou institutions découlant de vieux privilèges et d'un esprit d'indépendance encore représenté par son parlement, la Franche-Comté s'était loyalement ralliée.



La société ne diffère pas de celle du reste du pays.

Le clergé, premier ordre du royaume, se divisait en clergé séculier: haut et bas, et en clergé régulier.

A la tête du haut clergé, l'archevêque de Besançon

(1) BRETTE, *Atlas des bailliages*, introd., page 2.

dont le titre se trouve déjà inscrit dans le testament de Charlemagne, n'ayant jamais reconnu aucun Primat et relevant directement du Saint-Siège. Sa juridiction métropolitaine s'étendait sur les évêchés de Lausanne, Bâle et Belley et son immense diocèse qui comprenait presque toute la Franche-Comté avec quelques parties de la Lorraine, de la Champagne, de la Bourgogne et de l'Alsace comptait 17 chapitres de chanoines, 22 abbayes d'hommes et 17 de filles, 50 prieurés et plus de 1.200 paroisses ou succursales, sans compter une foule de chapelles, d'ermitages et d'établissements consacrés à la piété, à l'éducation, à la bienfaisance (1). Souverains temporels de Besançon pendant près de 600 ans et admis à ce titre au nombre des princes de l'Empire d'Allemagne, les archevêques n'avaient gardé, après la conquête de la Franche-Comté par Louis XIV, que le titre et les insignes de cette dignité étrangère et une souveraineté théorique sur la bourgade de Mandeure. Cependant, le culte des souvenirs avait perpétué une ombre de leur ancienne cour souveraine; le prince-archevêque avait encore six grands officiers de sa couronne: le marquis de Choiseul, grand maréchal; le marquis de Saône, grand veneur; le prince de Bauffremont, grand chambellan; le marquis de Serrières, grand panetier; le marquis de Lezay-Marnesia, grand échanson, le marquis de Rans, grand chambrier.

Les archevêques s'étaient, en outre, entourés de prêtres distingués par leur naissance et qui composaient le Chapitre. L'accès en était fermé au vulgaire. Pour y entrer, les nobles devaient faire preuve de 16 quartiers de noblesse ou 8 générations sans roture. Ils portaient la soutane violette avec croix d'or fleurdelysée et, dans les cérémonies religieuses, le grand manteau fourré d'hermine.

(1). SAUZAY.

Seize Chapitres collégiaux existaient dans le diocèse : ils étaient réservés aux fils de la haute bourgeoisie ou de la petite noblesse. Dans les paroisses importantes, une sorte de Chapitre était constitué parce qu'on appelait les « familiers », collège de simples prêtres dont l'accès était réservé aux fils des familles de la meilleure bourgeoisie.

Le Clergé régulier était nombreux :

Trois abbayes appartenaient à l'ordre de Saint-Augustin dont Saint-Paul de Besançon et Montbenoît ; sept à l'ordre de Saint-Benoît, parmi lesquelles : Baume-les-Messieurs, Luxeuil, Lure ; une à l'ordre de Prémontré ; quinze à l'ordre de Cîteaux ; trois à l'ordre de Saint-François d'Assise ; deux couvents de Cordeliers ; quatre Maisons de capucins.

A Besançon : un couvent de Carmes chaussés, un de Cardes déchaussés, un de Capucins, un collège de Jésuites, un monastère de Minimes et une maison de prêtres de l'Oratoire.

Les couvents de filles se distinguaient des abbayes qui étaient d'institution nobiliaire : ordres contemplatifs restés fidèles à la règle de pauvreté avec les Clarisses, Annonciades, Visitandines, Carmélites, Bernardines ; Ursulines vouées à l'enseignement et instruisant gratuitement les enfants du peuple, tandis que les Bénédictines reçoivent les jeunes filles de grande condition ; Religieuses hospitalières enfin réparties entre les hôpitaux Saint-Jacques, du Saint-Esprit, du Refuge, et à Pontarlier.

Les abbesses, choisies par le Roi, étaient prises dans la haute Société. Trois abbayes de chanoinesses nobles ressortaient entre toutes :

1^o Celle de Baume-les-Dames où les dames devaient faire preuve de seize quartiers de noblesse et où l'abbesse avait cinq grands officiers gentilhommes, un grand

prévôt, un grand-maître, un grand gruyer, un écuyer et un écossier;

2^o Celle de Besançon;

3^o Celle de Migette.

Le faste du haut clergé et le genre de vie de certains de ces ordres assez relâchés dans l'observance de l'austérité ne leur conciliaient guère l'amour du peuple. L'archevêque, Mgr de Dürfort, était un prélat de goûts modestes; mais son prédécesseur, le cardinal de Choiseul, menait un train royal. Il avait dépensé près d'un million, au château de Gy, en bâtiments et en jardins.

Les Bénédictins de Morteau portaient à la chasse après la messe et dinaient joyeusement avec MM. de Saint-Maurice, de Vaufrey, de Maiche ou de Trévillers. Le noble est seul à pouvoir chasser à cette époque. C'est pour lui, — nous dit Taine — un besoin du corps et en même temps un signe de race. Un Rohan, un Dillon courent le cerf même quand ils sont d'Eglise, malgré les édits et malgré les canons: — « Vous chassez beaucoup, Monseigneur l'évêque, disait Louis XV à ce dernier. — Comment voulez-vous interdire la chasse à vos curés si vous passez votre vie à leur en donner l'exemple ? » — Sire, pour mes curés, la chasse est leur défaut; pour moi, c'est le défaut de mes ancêtres. »

A ces pratiques s'ajoutait un luxe raffiné: les Oratoriens, les Chevaliers de Malte, et les Minimes ne pouvaient se passer d'argenterie au réfectoire.

Seuls, les Capucins qui, par leur pauvreté et leur vie errante, se rapprochaient du peuple, avaient su se rendre sympathiques; aussi, souvent, les cahiers de doléances demanderont-ils leur maintien à l'exclusion des autres ordres.

La richesse du haut clergé était l'objet de vives critiques. M. Léonce de Lavergne affirme, dans son « Economie rurale », qu'en Franche-Comté le Clergé possédait la moitié des terres du pays.

L'archevêque possédait 48.000 livres de revenus (1) provenant de domaines affermés, d'anciennes propriétés cédées en mainmorte et d'un droit de mesurage et de flottage sur le commerce de Besançon.

Le revenu du Chapitre métropolitain s'élevait à 131.000 livres (indépendamment de celui de chaque membre du Chapitre), tirées par moitié du produit de ses fermes et maisons et par autre moitié de capitaux placés (20.000 livres) et de redevances seigneuriales, cens, droits de mainmorte (36.000 livres).

Le Chapitre de Sainte-Madeleine possédait d'importants biens immeubles à Besançon, dans les quartiers d'Arène et de Battant, et 150 pièces de terres ou vignes dans les bailliages de la province (2).

Le séminaire avait 60.000 livres de revenus; la confrérie de la Croix 50.000 livres; l'hôpital Saint-Jean 7.000 livres.

Les monastères fournissaient aux abbés et abbesses d'abondantes dotations :

Montbenoît à M. de Montmorency.....	23.000 l.
Saint-Vincent à Monseigneur l'Evêque de Vannes	21.000 l.
Baume-les-Dames à Mme de l'Aubépin	7.000 l.
Morteau à Mgr de Lomenie.....	20.000 l.

Les anciennes abbayes tiraient surtout leurs revenus de cens et droits de mainmorte, les nouveaux couvents (Carmes, Dominicains, Cordeliers) étaient plutôt dotés par des revenus de capitaux placés.

Seuls, les Capucins ne possédaient absolument que leurs demeures.

En 1790, au moment de la vente des biens fonds du clergé, on les estima à 12 millions de livres.

(1) *Arch. dép.*, Série G., 1317 à 1418.

(2) *Arch. dép.*, catalogue C., 127. Revenus établis par le subdélégué en 1772.

En 1772, le total des revenus religieux s'élevait à 678.600 livres dans la subdélégation de Besançon, à 64.548 dans celle d'Ornans; 148.290 à Baume; 75.000 environ à Salins et Quingey; 101.000 à Pontarlier.

Les prélats, indépendamment des droits qu'ils pouvaient avoir comme seigneurs hauts justiciers: péages, banalités, corvées; indépendamment du casuel et des revenus des immenses possessions territoriales qui comprenaient, en Franche-Comté, la moitié des terres, percevaient une contribution spéciale appelée la dîme, dont le produit augmentait considérablement leurs ressources. Cette dîme, consacrée exclusivement à l'entretien du clergé, « grosse ou menue », selon qu'elle portait sur les céréales ou sur les légumes, était, la plupart du temps, prélevée en nature. Sa répartition était des plus inégales. Alors que les curés de campagne, dont elle constituait presque l'unique revenu, étaient obligés d'aller mendier au paysân la gerbe de blé ou le vin nécessaires à leur entretien, cet impôt devenait une véritable charge au profit du haut clergé, surtout quand la perception en avait été cédée à bail et devant notaire et que les agents l'exigeaient brutalement sans égard à la misère des paysans.

La dîme, en beaucoup d'endroits, ne frappait que sur la récolte du blé (1); dans d'autres, elle s'étendait sur les orges et les avoines; ailleurs, elle atteignait, en outre, les légumes secs, le chanvre, la navette et parfois même les agneaux. Dans les vignobles, elle était due principalement sur la vendange.

*
* *

En face de cette richesse et de ce luxe, une indigence absolue du bas clergé.

Il était réparti entre 650 paroisses environ d'une étendue

(1) SAUZAY.

due parfois démesurée. Le val de Mièges ne forma très longtemps qu'une seule paroisse, comprenant ce qui constitue actuellement tout le canton de Nozeroy avec ses 10.000 âmes.

Souvent le titulaire d'une cure de campagne était un abbé de monastère ou un grand seigneur ecclésiastique qui, moyennant quelques centaines de livres, chargeait un pauvre ecclésiastique de remplir ses devoirs sacerdotaux.

Les droits des « patrons » et des curés étaient alors réglés par l'usage. Le partage n'était pas favorable aux curés à qui le titulaire ne laissait que le tiers des offrandes en « deniers, pains, vin et chandelles ». Les curés se trouvaient souvent dans la gêne et les oblations des fidèles durent se multiplier. Au XIII^e siècle, on faisait offrandes aux grandes fêtes, enterrements, mariages, relevailles; on en faisait pour les baptêmes, confessions, extrême-onction, pour la bénédiction du lit nuptial, des maisons, des bourdons de pèlerins.

Beaucoup de seigneurs ecclésiastiques s'étant appropriés les dîmes, le gouvernement les avait contraints d'assurer au bas clergé une « portion congrue ».

En 1614, la moyenne des revenus de chaque cure était estimée à 120 ou 140 francs, et Louis XIV disait que « le clergé franc-comtois était le plus pauvre mais aussi le plus fier qu'il eût rencontré ».

Louis XVI, en 1789, avait porté ce revenu à 700 livres pour les curés et 550 pour les vicaires (1).

(1) M. SAUZAY a fait une analyse intéressante des divers produits d'une cure, celle d'Auxon-Dessous. Nous avons de la sorte une idée des revenus d'un curé de campagne sous l'ancien régime.

Produit de 8 journaux de champs.....	72 l.
Produit de 4 faux de prés.....	142 l.
Produit de 12 ouvrées de vignes.....	48 l.
Une mesure de blé et 30 sous par famille ayant charrue	284 l.

A reporter... 546 l.

L'un de ceux-ci, l'abbé Modeste, de Besançon, avait prié d'Alembert de vouloir bien s'intéresser à ceux qu'il appelait les « parias du clergé ».

Est-ce lui qui suggéra à Voltaire son cri de pitié :

« Je plains le sort d'un curé de campagne obligé de disputer une gerbe de blé à son malheureux paroissien, de plaider contre lui, d'exiger la dime des pois et des lentilles, de consumer sa misérable vie en querelles continuelles... Je plains encore davantage le curé à portion congrue à qui des moines, nommés gros décimateurs, osent donner un salaire de 40 ducats pour aller faire, pendant toute l'année, à 2 ou 3 milles de sa maison, le jour, la nuit, au soleil, à la pluie, dans la neige, au milieu des glaces, les fonctions les plus pénibles et les plus désagréables. » (1).

Le grand clergé méprise ces frères pauvres et ne les admet pas à ses assemblées générales. Ceux-ci s'en souviendront et, dans un vœu exprimé en 1785 (2), ils rappelleront que : « les membres qui ont composé jusqu'ici la Chambre de l'Eglise, ne sont ni ne peuvent être les représentants, ni les mandataires des curés... Que la classe des curés, régie par son évêque, est la portion de l'ordre du clergé la plus nombreuse, peut-

	<i>Report.....</i>	546 l.
1/2 mesure de blé et 25 sous par famille sans charrue :		
Gerbes de Passion.....	25 l.	
Corvées de labour.....	45 l.	
Dîme sur tout ce qui est semé en carême	50 l.	
Produit de 3 journaux de champs, 3 ouvrées de vigne et 1 verger à charge de 25 grandes messes et 2 basses, de 44 bénédictions et de la neuvaïne à Saint-François-Xavier.....	99 l.	
Revenu en argent à charge de 39 messes, 30 nocturnes des morts, 30 libera à haute voix et 14 bénédictions	59 l.	
TOTAL.....	824 l.	

(1) Cité dans CORRÉARD, *Hist. contemp.*, Masson, éditeur, p. 19.

(2) Bibliothèque, histoire, 4002.

être la seule nécessaire, du moins la plus utile par les charges qu'elle supporte et par les services qu'elle rend à l'Etat... Que les autres membres du clergé ne connaissent le peuple que par les prestations qu'ils en exigent, la société que par les jouissances qu'elle leur procure, et l'Etat que par les franchises qu'il leur accorde... Que témoins de la dépression du peuple, frappés surtout des charges excessives qui affectent les cultivateurs et convaincus de leur impuissance à payer de nouvelles contributions, ils ont résolu de renoncer à leurs privilèges les plus précieux. »

Les rapports avec la noblesse sont également marqués d'hostilité avivée par l'usage des droits honorifiques. L'inégalité se montrait alors blessante jusqu'à l'église où les droits honorifiques donnaient lieu à des conflits entre curés et seigneurs.

Les honneurs étaient de deux sortes : grands et petits. Les premiers comprenaient le banc fermé dans le chœur, l'eau bénite, l'encensement, les prières nominales au prône, la sépulture dans le chœur, les ceintures funèbres ; les petits étaient le pain bénit, le baiser de paix, la présence aux offrandes et aux processions.

Le marquis de Saint-Mauris, étant un jour entouré d'une nombreuse compagnie au banc seigneurial, fit signe au curé, après avoir reçu lui-même l'eau bénite, de la présenter à chacun de ses invités. Le curé obéit d'abord, puis, se ravisant, il jeta l'eau bénite au visage des illustres hôtes du château (1). Après procès, le curé fut condamné.

Le recrutement des curés dans les familles de paysans, leur genre de vie, leur contact journalier avec la misère qu'ils partageaient, la morgue du haut clergé et de la noblesse à leur endroit, en provoquant leur hostilité contre ces ordres, étaient autant de causes qui les rappro-

(1) Académie de Besançon, 1894, Fleury-Bergier.

chaient du peuple. « Les nobles — dit l'un d'eux (1) — s'obstinent à traiter le Tiers Etat comme une race d'esclaves et de bêtes de charge, destinée à jamais à porter le gros des impôts..., peut-on trouver mauvais que le deuxième ordre du clergé applaudisse et concoure en tout ce qui dépend de lui à l'accomplissement des vues d'un si digne souverain. »

Le peuple rendra cet amour à ses curés et il ne manquera jamais, au début de la Révolution, de séparer la haine qu'il manifestait contre les prélats et les abbayes, de son sentiment de gratitude pour le bien que le bas clergé lui rendait encore dans sa pauvreté. Toutes les brochures (2), tous les cahiers en font foi et nous pouvons, entre tous, citer celui de Morteau demandant que : « la portion congrue soit portée à 1.200 ou 1.500 l., ce qui est d'autant plus raisonnable que les curés prennent un soin particulier des pauvres de leur paroisse. »

Il n'est pas oiseux de rappeler, à notre époque, cette union intime des deux classes les plus humbles de la nation en 1789 et l'accord qui fournit, sous la direction du bas clergé, à la Révolution française de 1789 (tout au moins dans les campagnes) son véritable fondement et sa véritable origine (3).

(1) *Mémoires de l'Abbé Rose*, bibli., manuscrits.

(2) *Hist. bibli.*, 4039 : « Messieurs du haut clergé, vous rejettez avec dédain ce que nous autres du tiers nommons le bon clergé; il n'y a pas dans la société une classe plus respectable que celle des curés. »

(3) On pourrait, il est vrai, argumenter à l'inverse par l'exemple de la Vendée sous l'impulsion de son clergé.

CHAPITRE II. — *La Noblesse*

La noblesse du Comté, décimée par les guerres qui avaient rempli les trois derniers siècles, était peu nombreuse en 1789. Le nombre des gentilshommes appelés à constituer aux Etats la Chambre de la noblesse n'était plus guère que de 100 en 1788, tandis qu'il atteignait encore 400 en 1666 (1).

Chateaubriand, à l'armée des princes, rappelle dans ses souvenirs la séparation qui divisait la noblesse comme le clergé : « Auprès de notre camp indigent et obscur en existait un autre brillant et riche. A l'état-major, on ne voyait que fourgons remplis de comestibles ; on n'apercevait que cuisiniers, valets, aides de camp. Le camp indigent se composait de gentilshommes pauvres, classés par province, qui détestent l'autre camp, celui des élégants et des gentilshommes de Cour (2) ».

L'élite de la noblesse appartenait à la confrérie de Saint-Georges, dont le but était la défense de la religion catholique, du roi et de l'Etat. Le gouverneur de l'ordre était le marquis de Grammont ; on trouvait sur la liste

(1) Voir *Annales Franc-Comtoises*, t. I, 1889, D^r MÉGNIER.

(2) Conférences de Jules Lemaître sur Chateaubriand.

des gentilshommes qui le composaient les noms des : de Froissard, de Grivel, d'Iselin, de Lallemand, Lezay-Marnasia, de Marmier, de Montrichard, de Raincourt, de Rosières, de Sagey, de Saint-Mauris et de Say.

La plupart du temps, cette haute noblesse a quitté ses terres pour vivre à la cour où l'attire la volonté du roi, l'appât des plaisirs, des faveurs, ou à la ville capitale de la province. Elle ne revient aux campagnes que pour toucher ses revenus ; les populations se plaignent de cet « absentéisme ». En 1745, le subdélégué écrit (1) : « L'épuisement du bourg de Pontarlier provient, non seulement des tailles, mais aussi de ce que tous les seigneurs qui possèdent la généralité du bourg résident hors d'iceluy. L'Eglise, le roi et le prince d'Isenghien possèdent cette généralité et en emportent, chaque an, tous les revenus dehors pour n'y rentrer jamais, ce qui n'est pas une petite cause de son épuisement. »

Ces revenus de grands seigneurs sont parfois considérables. Nous n'avons pas pu en trouver un relevé complet en Comté. Nous citerons toutefois ceux de la principauté de Montbéliard (2) qui, bien qu'appartenant au duc de Wurtemberg, envoya, en 1789, des délégations de certains villages aux bailliages : Seloncourt et Audincourt, à Baume-les-Dames ; Tavey, Byans et Champey, à Vesoul.

(1) *Arch.*, Intendance, C. 1006, carton 705.

(2) BRETTE: *Atlas des bailliages*, p. 8.

REVENUS D'UN GRAND SEIGNEUR

REVENUS DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONTBÉLIARD

	ARGENT	VIN	FROMENT	BERGE	AVOINE	SEIGLE	ORGE	PAILLE	POULE	CIRE
	Livres sols		Qtes coup.	Qtes coup.	Qtes coup.	Qtes	Qtes	bottes	pièces	livre. once
1. Comté de Montbéliard.....	13.854		8.687 13	1.500 10	4.986			5.563	814	81 11
2. Forges d'Audincourt.....	18.000									
3. Biamont.....	1.543 10		1.987 11	301	1.342 15			2.250	58	10 9
4. Clémont.....	200		777 7		604 13				82	28 10
5. Héricourt.....	2.637 2		2.137 6	406	115 18			4.256	159	6 8
6. Chastelot.....	686 48		108 48		406				209	6 2
7. Riqueville et Horbourg....	5.849	800	228	42	280		608			
8. Grauges.....	4.115		11.456	34	702					
9. Saunéne.....	20.000									
10. Clerval.....	300 19		390		1.540					
11. Passavant.....	780 9		402		4.400					
12. Franc-Mont.....	1.000									
13. Ostheim et la dime de Vegisheim...	8.000									
14. Beldenheim et autres fiefs.....	6.000									
15. Les grains, orge, seigle, avoine, poûles cy contre d'après évaluation de l'époque.....	38.050									
16. Vignes en 1794 et la dime.....										
	117.919 48	800	16.846 7	2.283	41.086 22	3.416	608	9.069	1.219	133 14

COLLECTION DUVERNOY

Manuscrit n° 5. — Revenus des Comtés de Montbéliard. Fol. 18

Néanmoins, la richesse est l'exception et, depuis des siècles, nous dit Taine, la haute noblesse s'obère par son luxe, par sa prodigalité, par son insouciance et par ce faux point d'honneur qui consiste à regarder le soin de compter comme une occupation de comptable. Elle est fière de sa négligence ; elle appelle cela vivre noblement. « Monsieur l'Archevêque, disait Louis XVI à M. de Dillon, on prétend que vous avez des dettes, et même beaucoup. — Sire, répondit le prélat avec une ironie de grand seigneur, je m'en informerai à mon intendant et j'aurai l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté. »

La noblesse riche de la province y mène, dans les villes, une existence assez fastueuse. Une lettre de 1772, datée de Gray (1), en donne le récit : « M. de Randans a, tous les jours, plus de 100 personnes à dîner ; M. de Beaumont, 60 couverts ; M. de Vaux, M. de Montconseil et M. de Graville, chacun 20... Il y a quatre comédies et un bal par semaine... Il y eut une séance dans laquelle un officier, de Nassau-Cavalerie, perdit 250 louis au trente et quarante. »

Dans un mandement de 1776, l'archevêque, M. de Durfort, avait protesté contre ce luxe (2).

Malgré la misère du rigoureux hiver, de 1789, la société s'amusait. La tenue des Etats avait réuni toute la bonne société. Les salons étaient constamment ouverts et, selon le vieux mot de Brantome, « le bal allait toujours ».

La noblesse de robe n'est généralement pas fortunée et les épices ne l'ont guère enrichie.

Lors de l'édit du 18 janvier 1685, créant la capitation, les parlementaires protestèrent, arguant de leur peu de

(1) DE POLIGNY, tome 2, p. 411.

(2) « Aux maximes de l'Evangile, on substitue les leçons de la perversité et de la licence. Le scandale ne trouve plus de frein, le luxe n'a plus de bornes et le faste insulte à la simplicité du chrétien autant qu'à l'indigence du malheureux. »

fortune: les présidents à mortier furent taxés au tiers de leurs gages et les conseillers à la moitié (1). En rendant compte à Chamillard de ces décisions, le parlement lui rappela que « les richesses n'étaient pas le partage des officiers du parlement de Besançon ».

« On ne trouvera pas, disait en 1732 le parlement dans ses remontrances, dans le parlement qui est composé de quatre-vingts personnes, plus de 200.000 livres de rente ».

* * *

Toute autre que celle des grands seigneurs est la figure d'un seigneur de basse noblesse. De Dignité moyenne dans sa lieue carrée de pays il passe sa vie en soucis perpétuels à « maintenir (2) ses immunités, faire réduire sa capitation et ses vingtièmes, obtenir pour ses domestiques l'exemption de la milice, préserver sa personne, sa demeure, ses gens, sa chasse et sa pêche de l'usurpation universelle qui met aux mains de M. l'Intendant et de MM. les subdélégués tous les biens et tous les droits... Souvent, il est pauvre. En Franche-Comté, une confrérie de gentilshommes qui se réunit une fois l'an est un spectacle comique. Après la messe, ils s'en retournent chacun chez eux, les uns à pied, les autres sur leurs « rossinantes ».

Au demeurant très fiers de leurs privilèges honorifiques (titres, blasons, armoiries, préséances), « hauts et puissants seigneurs d'un colombier, d'une crapaudière et d'une garenne » ils s'attachent au nom étroitement. Ils ne dédaignent pas pour autant les privilèges utiles (exemption de la taille et du logement des gens de guerre, exception des corvées personnelles, droit de ne pas être jugés par les tribunaux inférieurs, de n'être ni fouettés ni pendus, droit de justice, droits féodaux, droit

(1) ESTIGNARD : *Le Parlement*, t. I, p. 120.

(2) TAINE : *Arch. Rég.*, p. 409.

de chasse qui, par la surveillance de leurs veneurs, gardes forestiers, gruyers, protégeant les bêtes comme si elles étaient des hommes et poursuivant les hommes comme s'ils étaient des bêtes, suscitera contre eux la haine implacable des paysans de l'ancien régime.

Un cultivateur lance-t-il un cailloux dans une place où il pourrait y avoir du gibier, il risque d'être accusé de délit de chasse (« Archives Parlementaires », t. VI).

Si le paysan a un chien pour garder sa maison, il doit lui couper les jarrets (v. Champion) (1), lui suspendre au cou un billot de bois de façon à l'empêcher de courir.

Le foin ne peut être fauché que le garde du seigneur n'ait constaté l'emplacement des nids de perdrix et un espace de plusieurs pieds carrés doit être laissé autour de chaque nid. A travers ces cultures, le seigneur chasse à courre avec son monde et chevauche les blés à la veille de la moisson. Il faut même planter des épines dans les cultures pour servir d'abri au gibier.

Vivant des revenus de leur domaine (beaucoup en nature mais peu en argent) ils mènent une existence inutile, oisive et tracassière en lutte continuelle contre l'impôt et contre leurs fermiers.

La noblesse n'est plus en relations avec le peuple que pour en tirer de l'argent sans lui rendre de services. Elle le gêne, l'appauvrit, ne le gouverne pas, et, selon le mot de Chamfort, elle est intermédiaire entre la Royauté et le peuple comme le chien de chasse entre le chasseur et le gibier.

La nécessité de pourvoir à sa subsistance la contraint d'exiger âprement des paysans les redevances féodales en nature et en argent qui constituent son unique ressource. Depuis le milieu du siècle, ses prétentions sont en recrudescence. Elle refait les terriers, redresse les

(1) *La France*, d'après les cahiers de 1789.

rôles et les feudistes usent souvent de manœuvres abusives pour augmenter les charges.

Penchés sur leurs livres de revenus, les nobles surveillent étroitement les ressources du roturier; le nom de chaque débiteur est suivi d'une indication sur ses facultés de paiement. Dans le carnet de revenus des seigneurs de Vennes (1) les noms des taillables et corvéables sont accompagnés de ces annotations :

« Nicolas Vieille..... pauvre.

« La Vve Arnoux..... pauvrissime.

Leurs terres en tenure se présentent le plus souvent en Franche-Comté sous la forme de bail à cens. Le cens est un revenu en argent (bail à rente foncière) ou en denrées (bail à champart, à complant) pour la concession de terres dont le censitaire avait le domaine utile, le domaine direct et supérieur restant réservé au seigneur avec tous les droits qui y étaient attachés.

*
* *

Le mépris à l'endroit du manant se traduit par les actes et par les écrits dans la représentation même que se fait la noblesse du rôle des divers ordres dans la société. :

« Tout corps politique (2) — dit un mémoire à la veille de la réunion des Etats généraux — est formé sur le modèle de corps humain dont il est l'image. Suivant cette analogie, la tête du corps politique dans la France, c'est le clergé; la poitrine, c'est la noblesse; l'estomac, le bas-ventre, les bras et les jambes, c'est ce qui compose le Tiers Etat. Le Clergé, dont les fonctions sont toutes divines, doit, comme chef, présider; il doit diriger et régler tout le reste du corps; la noblesse, qui

(1) Biblioth. manuscrite, 1073.

(2) Bibl., n° 4007.

est l'âme et le soutien de ce corps politique, doit y insuffler l'esprit de vie, y entretenir l'harmonie et le jeu des ressorts, comme la poitrine, qui renferme le cœur et le poumon, vivifie le corps humain, soit par la circulation du sang, dont le cœur est le mobile, soit par l'activité d'un air nouveau, dont le poumon est le dispensateur. C'est assez pour le Tiers Etat de gâcher du gros comme fait l'estomac, d'être le cuisinier des diverses humeurs comme fait le bas-ventre, de faire avec discernement les diverses sécrétions et sublimations comme fait un chimiste, un distillateur, d'employer ensuite ses jambes et ses bras, comme un manoeuvre, pour toutes sortes d'opérations machinales... »

Aussi la noblesse poussera-t-elle de véritables clameurs quand il sera question de l'abolition des privilèges, de l'égalité devant l'impôt et de la suppression des droits féodaux.

« On veut — dira de Corps — nous humilier au point de nous assujettir à des taxes communes, nous dont les exemptions de payer furent les plus beaux privilèges, nous qui depuis tant de siècles planons sur tout ce qui n'a ni armoiries, ni écussons, nous qui nous berçons toujours de la douce espérance de voir ramper sous nos yeux des masses plébéiennes dont le plus beau titre était de nous servir. »

L'élite de la noblesse de Comté paraît avoir professé des sentiments plus humains vis-à-vis du peuple si l'on en juge d'après le geste de ces vingt-deux gentilshommes, presque tous membres de la confrérie de Saint-Georges (1) qui se sépareront du reste de la noblesse sur la question du mode de votation aux Etats.

Encore ne faut-il peut-être pas trop grandir la portée de ce geste en se souvenant que, plus tard, un autre grand seigneur de France, le comte de Mirabeau, ren-

(1) Il fallait quatre quartiers de noblesse pour en faire partie.

trant chez lui, après avoir voté l'abolition des titres de noblesse, saisissait son valet de chambre par l'oreille et lui criait, en riant, de sa voix tonnante: « Ah! ça, drôle, j'espère bien que pour toi, je suis toujours Monsieur le Comte ? »

CHAPITRE III. — *Le Tiers Etat*

(Paysans — Campagne — Situation économique.)

Tout homme qui n'est ni prêtre, ni noble, fait partie du Tiers Etat, comprenant la bourgeoisie et le peuple. Une distinction s'impose également ici entre le peuple des campagnes et le peuple des villes qui mène dans ses cités parfois dotés de privilèges anciens une existence beaucoup moins pénible.

Toute l'histoire du peuple, des misères du peuple dans l'ancien régime, c'est l'histoire des paysans, l'histoire des campagnes. Ces souffrances se résument en deux mots : droits féodaux, impositions.

*
* * *

Les droits féodaux d'origine diverse comprennent :

Les droits fonciers, les droits honorifiques, les droits serviles, les droits de souveraineté et de justice.

Les droits fonciers, « droits utiles », étaient nés pour les terres roturières d'une cession faite par le seigneur à charge de culture. Le principal était le « cens » revenu perpétuel en argent. Si la perception se faisait en nature

il s'appelait « champart » — attaché à la possession de la terre. Il était indivisible et pouvait par conséquent être réclaté en totalité à chaque possesseur de l'immeuble. Il était, en outre, imprescriptible. Le propriétaire de la terre accensée était exposé au retrait censuel en cas de vente, c'est-à-dire à la faculté pour le seigneur de reprendre sa propriété au prix de vente. A Besançon, les seigneurs féodaux ou censiers n'avaient pas ce droit de retenue pour les contrats emphytéotiques.

Les lods et ventes frappant toute mutation de propriété se montaient généralement au 1/12^e du prix de vente (titres 12, 13 c. de Bourgogne).

Le seigneur avait le domaine direct de ses terres.

D'après la coutume du Comté de Bourgogne (titres 9 et 17), les forêts extrêmement importantes en Comté lui appartenaient aussi et il avait seul le droit de les aménager et d'en régler les coupes. Une vieille tradition lui adjugeait, après vingt ans, les terres confinant aux forêts banales sur lesquelles les propriétaires avaient laissé croître le bois sans les délimiter « de bornes, fossés ou autres enseignes apparentes »...

Les droits honorifiques consistaient en la foi, l'hommage, les droits de jambage et certaines préséances dans les cérémonies.

Les droits serviles étaient plus nombreux :

Droit d'indire-aide (cout. de Bourgogne, titre XI) ou aide aux quatre cas au sens de « subsides extraordinaires » selon la définition de M. Esmein (1), perçu quand le seigneur marie sa fille à raison d'un écu de 4 fr. 50.

Droit d'épaves passé quarante jours et après trois annonces à l'église pour le bétail égaré et perdu.

Péages sur les ponts, chemins, marchés. Le jour de la

(1) *Histoire du droit pénal*, 568 et 262, ESMEIN.

fête de Sainte-Colombe, le seigneur de Vennes et Orchamps perceoit, à titre d'autorisation de vente, « un miquet de toutes denrées et marchandises qui s'y apportent soit de mercerie, vendeurs de pain, cerises et autres », et l'exige de ceux qui apportent des jeux de quilles.

Droits de minage, portant sur le mesurage des blés vendus dans l'étendue de la seigneurie et de hallage sur les marchandises exposées aux halles pour la vente.

Interdiction d'avoir des colombiers en pied, marque de noblesse; aux termes de l'ordonnance de 1669, interdiction de chasser aux « marchands, artisans, bourgeois et habitants des villes, bourgs, paroisses, villages et hameaux, paysans et roturiers de quelque qualité qu'ils fussent; non possédant fiefs, seigneurie et haute justice ». Dans la région de Montbéliard, droit de gîte aux chiens « en reconnaissance de l'obligation où étaient les communautés d'entretenir des chiens de chasse à l'usage du seigneur » (1).

Les banalités, « monopole au profit du seigneur », droit de four, de moulin, de pressoir et de banvin, étaient odieuses en Franche-Comté. Après avoir transporté à grande distance, et par des chemins souvent mauvais, le grain de sa récolte, le cultivateur doit parfois attendre deux ou trois jours par défaut d'eau au moulin. Après trois jours d'attente « on leur permet — dit M. Champion — d'aller à un autre moulin... Mais pour avoir cette faculté, il faut payer à cette horrible banalité une demi-mouture. Cette insuffisance de moulins prive les habitants de pouvoir moudre quantité de grains pendant l'été, temps pendant lequel il faudrait convertir les grains en farines, parce qu'ils sont attaqués par les vers ». Après la mouture, obligation, sauf paiement des « quartes de bourg » si les communautés ont un four

(1) Bibl., manuscrit 60, collection DUVERNOY.

particulier, de cuire le pain au four du seigneur; M. Viailay cite des villages où le prix du pain se trouvait augmenté tant pour le four que pour le moulin d'un liard et même de deux liards par livre.

Dans un pays vignoble, comme la Franche-Comté, au XVIII^e siècle, l'obligation de pressoir banal et le droit de banvin, droit du seigneur de vendre sa vendange avant celle des vassaux, excitait beaucoup les esprits. Pendant six semaines, les cabaretiers de ville et de campagne étaient tenus de se pourvoir dans les caves du château des vins qu'ils pouvaient débiter. Le débit des boissons était l'objet d'une multiplicité de droits: droit de cabaret (1) réservant au château les amendes et délits qui y sont commis, droit d'angal (2) sur la vente au détail par les particuliers, droits de grosse entrée sur les vins étrangers, de petite entrée sur les vins du pays et de mauvais denier qui renforce ce dernier.

Les bois n'étaient pas plus épargnés. C'était l'accensement payé par les hommes de Pierrefontaine (3) pour la Joux aux beaux sapins et les droits d'affuage et de fuage dans les seigneuries de Clerval et de Passavant. Cet affuage avait son origine dans les fournitures de bois que les taillables devaient faire pour le chauffage de la garnison au guet durant la nuit. L'obligation de cette fourniture subsista même après la disparition du guet. A Montbéliard, le fuage se percevait en argent.

Outre les dîmes déjà vues, les redevances naissaient à tout instant :

Cens de charrue pour ceux qui possèdent cet instrument de travail;

Cens de reconnaissance du seigneur, en remplacement, pour ceux qui n'ont point de charrue;

(1) Bibl., manuscrit DUVERNOY, n° 60, f° 226, 213.

(2) Spécial à Montbéliard.

(3) Manuscrit 1073. Bibl.

Droit de boucherie par tête de bétail abattu ;

Droit de châtrerie ;

Droit de dovot laissant au seigneur le choix du plus beau meuble de la succession d'un homme taillable de franche condition dans la principauté de Montbéliard.

De tous les droits, la corvée parce qu'elle est caractéristique de la servitude, est devenue le plus odieux.

Elle avait été appliquée à toute la France, en 1737, par une circulaire du contrôleur général Orry. Antérieurement et jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, les grands chemins n'étaient entretenus que par les riverains.

Chaque individu mâle (1) soit chef de maison, soit fils de famille depuis l'âge de seize ans jusqu'à soixante-dix devait fournir, par chaque cheval, bœuf, vache, âne ou mulet qu'il possédait, douze ou quinze journées par an de travail gratuit ou faire une tâche qui, selon l'estimation des ingénieurs, pouvait être facilement exécutée dans ce laps de temps. De la sorte, un autre cultivateur ayant cinq garçons devait fournir soixante-douze ou quatre-vingt-dix journées par an, tandis qu'un homme aisé, vivant seul avec un domestique et jouissant de 3 ou 4.000 livres de rente, n'était taxé qu'à douze ou quinze journées.

Les corvées se faisaient au printemps et à l'automne ; les hommes voisins de la route jusqu'à une distance de cinq lieues devaient amener les matériaux et les répandre sur la chaussée. M. le comte de Lubersac, dans ses « Mémoires », atteste avoir vu travailler, en Franche-Comté, des corvoyeurs demeurant à cinq lieues de chemin qu'on leur contraignait de faire ou de réparer et M. Derguy, ingénieur des ponts à Besançon, en 1790, relate que souvent ces malheureux brisaient leurs voitures à ces travaux, estropiaient leurs bestiaux et étaient victimes de pénibles accidents.

(1) HYENNE : *La Corvée en France*, p. 119. Bibli.

Cette prestation s'étend de plus en plus à tous les ouvrages: elle sert à bâtir les casernes, transporter les forçats dans les bagnes (1), les mendiants dans les dépôts de charité et charroie les effets militaires toutes les fois que les troupes changent de place, ce qui était fréquent dans cette région.

Bien qu'un arrêt du Conseil en date du 6 novembre 1786, ait décidé que la corvée serait convertie en une prestation pécuniaire, elle n'en substituait pas moins en nature. Le paysan préférerait encore le travail en nature, sûr qu'il était de profiter de son œuvre, tandis que l'argent de l'impôt pouvait être utilisé hors de son pays. Dans les communes récalcitrantes, les commis des chemins et le subdélégué pouvaient ordonner l'emprisonnement des quatre principaux habitants jusqu'à l'achèvement des travaux.

Tout le monde était soumis en droit à l'entretien des routes et un jugement, fort ancien y avait condamné même les Dominicains, mais, sur les instances de la noblesse d'Arbois dans le bailliage d'Aval, l'intendant de Boynes en avait exempté les classes privilégiées en 1755.

A cette corvée royale s'ajoutait pour les roturiers les corvées seigneuriales qui prenaient parfois une forme singulière: c'est ainsi que, quand l'abbé de Luxeuil séjournait dans sa seigneurie, les paysans (2) devaient battre l'étang en chantant: « Pa, pa, renottes, pa (paix, paix, grenouilles, paix), veci M. l'Abbé que Dieu ga (garde) ».

A côté de la justice royale: parlement, présidiaux (3), bailliages, subsistaient encore, quoique en voie de déca-

(1) TOCQUEVILLE.

(2) MICHELET, *Origines du droit français*, p. 253.

(3) 5 présidiaux : Besançon, Lons-le-Saunier, Vesoul, Gray, Salins.

dence, des tribunaux seigneuriaux, ecclésiastiques et des justices municipales.

Les juridictions seigneuriales n'avaient plus qu'une compétence limitée par la théorie des cas royaux et l'exercice du droit de prévention.

Elles n'étaient que des tribunaux d'ordre inférieur sous la dépendance des juridictions royales devant lesquelles on pouvait interjeter appel des jugements des lieutenants de baillis (terres titrées) ou de ceux des capitaines-châtelains (châtellenies).

L'insigne de la justice avait été un de ceux auxquels la féodalité avait été particulièrement attachée : signes patibulaires à deux, trois ou quatre piliers selon qu'il s'agissait de châtellenies, de baronnies ou de comtés — pilori pour la moyenne justice — verge pour la basse justice.

C'est surtout contre ces juridictions inférieures que le peuple protestait : baronnies d'Avanne et de Montfaucon, châtellenies d'Arguel, de Corcondray, de Montcley, de Montferrand, de Montrond, de Ruffey sur l'Ognon et de Scey-le-Châtel dans le bailliage de Besançon ; châtellenies de Belvoir, Neuchâtel, Passavant, Blamont, Chatelot, Clémont, Clerval dans le bailliage de Baume ; châtellenies de Pontarlier, Châtel-Blanc, la Rivière, Jougne, Montbenoît, Mouthe dans le bailliage de Pontarlier.

La juridiction religieuse de l'officialité de Besançon était fort réduite au XVIII^e siècle. L'official connaissait surtout de ce qui touchait à la foi, aux sacrements, aux crimes d'hérésie, aux demandes de nullité de mariage et, encore en cette dernière matière pouvait-on attaquer devant le parlement les mariages entachés de certains vices à l'aide d'une voie nouvelle de recours : l'appel comme d'abus.

La juridiction municipale, très florissante au XV^e siè-

cle dans la ville libre de Besançon où les gouverneurs (1) jugeaient en dernier ressort au civil et souverainement au criminel, était destituée de toute juridiction civile. Le maire, depuis l'an 1700, rendait la justice en simple police, en qualité de lieutenant de police, assisté de deux échevins.

« Pendant longtemps — dit M. Estignard — (2) la Franche-Comté n'eût pas de coutumier à elle propre; ce n'est qu'en 1459, à la sollicitation des Etats, que les coutumes furent formulées en articles. Le droit romain régissait le pays pour toutes les propriétés qui n'étaient pas féodales; il s'appliqua aux biens féodaux eux-mêmes dès qu'ils devenaient patrimoniaux; il s'appliqua en matière de partage, il fut suivi pour les testaments, les institutions d'héritiers, les contrats; il combla toutes les lacunes qui existaient dans les coutumes. Ces coutumes étaient des plus nombreuses et donnaient lieu à d'inextricables difficultés. Il y avait malheureusement autant de lois différentes que de villes et de bailliages; il y avait des pays de liberté, il y avait des pays de servitude. La servitude n'était même pas uniforme et la condition des serfs était plus dure dans certaines contrées que dans d'autres. Même incertitude dans le droit des fiefs. En Franche-Comté, la présomption était en faveur de la liberté des terres, mais dans quelques parties de cette même province, la coutume disait qu'il n'y avait point de terre sans seigneur. La jurisprudence variait dans les bailliages (3) et dans le parlement lui-même; enfin le plaideur était parfois forcé de passer par trois ou quatre degrés de juridiction avant d'arriver à celle du parlement. »

D'Aguesseau, en arrivant au pouvoir, s'était imposé de

(1) Elus par les notables.

(2) Tome I, p. 278.

(3) La responsabilité des mineurs est fixée à trois ans à Beaurepaire, dix ans à Lons, douze à Champagnole.

réformer la législation, mais il fallut lutter contre la résistance routinière des magistrats, contre l'opposition de la noblesse qui s'appuyait sur le droit féodal ou sur d'anciens usages et se considérait au-dessus de la loi.

Le droit criminel subissait les mêmes vicissitudes. Les biens du sujet condamné pour crime devenaient à perpétuité la propriété de l'Etat; parfois aussi, le roi en faisait don à un de ses sujets pour le récompenser de ses services, de son dévouement ou d'une action d'éclat.

Les signes patibulaires balançaient encore en Comté les corps de suppliciés. Un document émanant de la seigneurie d'Orchamps-Vennes, vers 1778, en fait foi (1); les sujets justiciables étaient tenus d'assister aux exécutions et à l'érection du signe patibulaire.

La question préparatoire, appliquée avant jugement dans les accusations capitales, fut supprimée en 1780, mais la question préalable, celle que le condamné devait subir avant de marcher au supplice pour légitimer sa condamnation par des aveux, avait été maintenue.

La torture subsistait avec ses exécutions lentes et atroces, au milieu du jour, devant une nombreuse et brillante assistance. Chaque province avait sa manière de questionner : en Franche-Comté, on plaçait une clef de fer entre les deux revers des mains du torturé (2) fixées l'une à l'autre derrière le dos, puis, au moyen d'un câble, on élevait le malheureux à une certaine distance de terre avec un lourd poids en fer, attaché au pied droit ; ce supplice s'appelait l'estrapade.

Dénoncée vigoureusement au XVII^e siècle par un Franc-Comtois, Augustin Nicolas, président du Parlement de Besançon (3), la torture devait trouver son dernier défenseur en la personne d'un Franc-Comtois :

(1) Manuscrit 1073, carnet de revenus des seigneurs de Vennes et Châtelneuf. Bibli.

(2) ESTIGNARD, t. II, 5, 119.

(3) ESMEIN : *Histoire de la procédure criminelle*.

Muyart de Vouglans, né en 1713, à Moirans, près de Saint-Claude, conseiller au Parlement Maupeou et criminaliste réputé.

Voltaire lui empruntait d'habitude ses connaissances et ses citations juridiques, mais quand il entreprit la réfutation du *Traité des délits et peines* de Beccaria, il s'exaspéra violemment contre lui. « L'avocat Vouglans est rigoureux, s'écrie-t-il, quel terrible Welche (1) », et, dans une lettre à Beccaria, il le rend presque responsable de « la catastrophe du jeune chevalier de La Barre, âgé de 19 ans, et du fils du président d'Etallonde, qui n'en avait pas 18. »

Peu de droits féodaux ont soulevé une réprobation aussi unanime que la mainmorte.

Louis XVI, par édit de 1779, avait tenté de l'abolir, mais le Parlement n'enregistra cet édit que sous réserve que « ses dispositions ne puissent nuire aux droits des seigneurs. »

Bien qu'elle fût adoucie en 1789, la mainmorte affectait encore 300.000 individus dans le Nivernais, le Bourbonnais et la Franche-Comté (2). Dans cette province, elle subsistait surtout dans les régions montagneuses de Saint-Claude et de Mouthe, près de Pontarlier.

Primitivement la servitude avait été très rude et la coutume de Comté, aggravant celle de Bourgogne, en frappait l'homme franc qui allait demeurer en lieu de mainmorte, sans même lui donner le délai de 1 an et 1 jour.

Les serfs de corps et de poursuite restaient rares et la mainmorte réelle était plus répandue que la main-

(1) VOLTAIRE : *De l'inceste*, édit. Beuchot, t. XXX, p. 353; *Relation de la mort du chevalier de la Barre*, t. XLII, p. 362.

(2) SAGNAC, p. 60.

morte personnelle. Leurs biens ne pouvaient être ni aliénés, ni hypothéqués, sans le consentement du seigneur ; les sujets mainmortables n'échappaient à leurs conditions qu'en abandonnant leurs terres et la plus grande partie de leurs meubles au seigneur (cout. de Bourgogne, titre 15, art. 4). Ils ne pouvaient tester qu'en faveur de parents communiens à défaut desquels le seigneur héritait. Gens de for-mariage, ils ne pouvaient se marier en dehors de la seigneurie et l'enfant suivait la condition de son père en lieu et condition de mainmorte.

L'homme franc devenait mainmortable s'il épousait une femme serve et mourait dans le lieu de la mainmorte.

La femme franche, qui épousait un mainmortable, était réputée mainmortable, tant qu'il vivait ; après la mort de son mari elle ne pouvait recouvrer sa franchise qu'en abandonnant le lieu de la mainmorte et ses biens.

La jeune fille qui se mariait en lieu de mainmorte devait passer la première nuit de ses noces sous le toit paternel, à peine de perdre ses droits à la succession de ses parents (cout. de Bourgogne, art. 8). Une absence hors du meix de plus de dix ans entraînait la confiscation de l'héritage.

Outre le droit de « consentement » aux hypothèques et les « lods » sur les ventes, le seigneur avait, sous le nom de droit de « retenue », la faculté de trouver un acquéreur donnant un prix plus élevé et de percevoir ce supplément de prix.

Si la vente était consommée contre son gré, sous le nom de « commise », il s'emparait du bien. Sous le nom « d'échute », il prenait les terres vacantes par la mort du colon quand ses enfants ou héritiers se trouvaient tous absents au moment du décès, sans cause légitime et sans esprit de retour.

Impossibilité absolue de tester, sauf en faveur des parents communiens. La rupture de la communauté, dérivant du fait de n'avoir plus « même pain, même sel et même feu » rendait inhabile à succéder.

Le seigneur héritier, en vertu du droit d'échute, ne devait que le paiement des frais funéraires dont il refusait souvent le paiement ; tous les biens, meubles et immeubles, lui revenaient francs de toute charge.

Pour échapper à cette échute, on avait imaginé dans la Haute-Saône un procédé inspiré des « communautés faisibles ». C'était l'institution d'une chambre de franchise (1) ou le mainmortable mourant se faisait transporter. Il était ainsi réputé « mort franc » et, ses biens, tout en demeurant soumis au régime de la mainmorte, étaient recueillis par ses parents.

La rigueur de ce régime apparaît dans ce fait que la veuve d'un serf, qui voulait rester libre, était obligée d'abandonner ses enfants ; il est inutile d'insister sur les inconvénients économiques d'une institution qui apportait à l'hypothèque, à la vente, des restrictions telles que ces opérations étaient rendues impossibles.

Il en résultait — dit un contemporain (2) — que le serf était « incapable d'une entreprise, d'aucun négoce ; de là nulle ressource pour subsister dans l'accident d'une dévastation occasionnée par la grêle et les saisons fâcheuses ; nul moyen de se soulager dans les trances de la maladie ; nul espoir d'échapper à la faim sous les glaces de la vieillesse. »

Moralement, un serf est un homme dégradé, avili et honni. Son témoignage n'est pas accepté en justice. Les bourgeois lui refusent la qualité de citoyen, les citadins l'excluent de leurs corps d'arts et métiers, les cordonniers lui ferment l'entrée de leurs jurandes.

(1) *Bull. Soc. Agric.*, Haute-Saône, 1869. Bibli.

(2) Abbé CLERGET : *Cri de la raison*, Bibli., 230-899.

Quand la Chambre des eaux et forêts du Parlement entra en fonctions, en 1706, elle voulut exclure le conseiller Guégain, attendu que « l'état de la personne de ce magistrat était douteux, qu'il était incertain si son père, notoirement né mainmortable, fils d'un paysan de Genevrey, village généralement de mainmortés, avait été affranchi, ni à quelle condition ; si c'était avant ou après la naissance de son fils... « La crainte qu'a notre compagnie, — dit le Parlement, — de tomber dans l'étrange inconvénient de voir au rang de ses conseillers un serf mainmortable ou tout au moins le fils d'un affranchi, l'oblige de faire au roy les très humbles remontrances qui contiennent les raisons de sa juste répugnance et les conséquences fâcheuses qu'entraînerait une nouveauté qui la rendrait méprisable à la noblesse et à toute la province (1) ».

De vieille date, les défauts de ce régime avaient été constatés : déjà, en 1424, la charte d'affranchissement de Faucogney, octroyée par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, reconnaissait « qu'icelles villes sont en voye de venir en totale dépopulation si, par nous, n'y était pourvu en affranchissant de la dite mainmorte... »

Malgré les atténuations aux rigueurs premières du servage, cette institution pesait encore lourdement sur la prospérité du pays et le clergé du bailliage d'Amont ou bailliage principal de Vesoul décidait (2) : « S. M. ayant désiré connaître, par l'organe de ses bons utiles curés, les causes de la misère de la classe la plus indigente de ses peuples, les députés en feront le tableau vraiment affligeant, dont nous ne faisons qu'indiquer les principales : 1^o la mainmorte réelle et personnelle... »

Montesquieu pouvait donc écrire, à juste titre, que

(1) *Arch. départ.*, B. Parlement.

(2) MAVIDAL : *Arch. parl.*, I, 760.

les pays ne sont point cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté.

*
* *

Le fardeau des impositions constituait le second abus dont souffrait le peuple et particulièrement le peuple des campagnes.

Dans la société d'autrefois, c'est lui qui, selon le mot du cardinal de Richelieu, est le mulet.

La Franche-Comté, pays d'imposition comme la Lorraine, comptait parmi les provinces récemment annexées qui n'avaient pas d'Etats provinciaux (1).

Vers 1750, elle avait commencé à subir tous les principaux impôts ordinaires et extraordinaires du reste de la France et, en 1783, elle payait, d'après Necker, 9.300.000 l. d'impositions.

Taille, capitation, vingtièmes, corvées, pour les impôts directs.

Gabelle, aides et traite, pour les impôts indirects.

La taille est à la fois l'impôt foncier payé par toute terre noble ou par le roturier, et l'impôt mobilier payé par les commerçants, les artisans, les employés, sur leurs bénéfices ou leurs salaires. Les ecclésiastiques et les nobles en étaient exempts ; ces derniers n'étaient atteints que dans la personne de leurs fermiers. Beaucoup de bourgeois, magistrats, officiers royaux ou municipaux y échappaient aussi. Elle pesait de tout son poids sur les paysans, malgré que les intendants eussent reçu l'ordre de travailler à l'établissement du rôle en taxant d'office les riches et en détaxant les moins aisés.

L'intendant, qui avait réparti l'impôt entre les paroisses, en confiait la perception à des collecteurs choisis parmi les contribuables et responsables sur leurs biens.

(1) Supprimés en Comté en 1666.

Ces collecteurs favorisèrent ceux qu'ils craignaient ou dont ils dépendaient, ceux qui devaient après eux être collecteurs ; leur ignorance dépassait encore leur partialité : sans cesse menacés d'être emprisonnés ou ruinés, ils agissaient avec une extrême rigueur. On les voyait, chaque dimanche, à la sortie de l'église, avertissant les retardataires ou, la semaine, courant impitoyablement de chaumière en chaumière. D'Argenson disait que les huissiers des collecteurs enlevaient jusqu'aux habits des pauvres, « leurs derniers boisseaux de froment, les loquets des portes. »

En 1766, la France-Comté payait 3.000.000 de francs pour les tailles (1). Le chiffre de cette imposition était très mobile (2) ; le départ d'un gros contribuable, l'acquisition d'un office par un taillable ou d'un bien par un privilégié changeait les bases de la répartition intérieure d'une paroisse. Aussi, les taillables ont-ils besoin de payer mal pour ne pas être surimposés. Champfort raconte que des paysans avaient refusé, afin d'éviter une augmentation de la taille, la générosité d'un seigneur qui voulait couvrir de tuiles leurs toitures de chaume.

La Capitation, 2^e impôt direct, impôt proportionnel au revenu de chacun, était en principe payé par tous les contribuables, répartis en 22 classes, même par Mgr le Dauphin et par les princes du sang. Le clergé l'avait esquivé en se taxant lui-même et en votant un don gratuit au roi.

Les Vingtièmes avaient pour origine l'impôt de 1/40^e sur les revenus établis par Louis XIV, en 1710. Il devait frapper tous les revenus, biens ruraux, maisons, charges

(1) ESTIGNARD, t. 2, p. 30.

(2) MARION : *Impôts directs sous l'ancien régime*.

d'office, pensions, profits du commerce. Le duc de Saint-Simon, dans ses « Mémoires », qualifie le bureau qui l'établit de « bureau d'anthropophages ». Une ordonnance de 1711 déclare que « les biens ecclésiastiques, étant consacrés au culte divin et à la nourriture des pauvres, ne pouvaient être soumis à l'impôt » et le clergé se racheta par des dons extraordinaires. La noblesse repoussait cette taxation sous prétexte que « la même main ne pouvait, en même temps, tenir la bourse et l'épée. »

La levée de cet impôt donnait lieu, en Comté, aux pires abus ; les rôles, incomplètement rédigés, ne portaient que le nom du cotisé et le montant de sa dette, alors qu'en Champagne les indications : nature des biens, valeur, produit annuel, étaient nettement spécifiés. Les tracasseries du préposé accompagnaient les déclarations ; les évaluations étaient arrêtées arbitrairement et chaque réclamation échouait devant le directeur du vingtième.

En 1752, le vingtième se montait à 1.014.279 l., 6 s., 2 d. (1).

Tout le XVIII^e siècle est rempli des luttes du Parlement de Besançon contre les vingtièmes ; en 1756, le Parlement déclare que « les habitants, épuisés, sont réduits à l'impossibilité de payer les nouvelles charges. »

Si l'impôt est si pesant, c'est que les classes privilégiées sont parvenues à s'y soustraire.

Le clergé s'est toujours exonéré par des dons qui ne représentaient jamais sa part véritable. On a estimé que, de 1706 à 1789, il avait ainsi évité plus de 394 millions de contributions (2).

Quant à la noblesse, elle a toujours su faire réduire ses

(1) Hist. Bibli. n° 240, 110.

(2) M. Paul BOITEAU, cité dans VIALAY.

taxes au détriment du Tiers Etat. En Franche-Comté, les fermiers de biens nobles ne paient que 1/2 imposition pour la taille, et le privilégié qui cultive lui-même son bien a le droit de faire valoir trois charrues sans payer. Un bien roturier passe-t-il à un noble, on le réduit à la portion colonique.

En 1757, sur 140 communautés dans la subdélégation de Besançon, il n'y en a que 14 où il n'y a point de privilégiés (1) à portion colonique. De Marly, le contrôleur général avait signalé ces abus à M. de La Neuville, intendant de Franche-Comté, et les intéressés se défendaient par une ruée de mémoires : mémoires pour le Parlement, mémoire bourré de latin pour l'Université, mémoire pour les secrétaires du roy des deux chancelleries de Franche-Comté, mémoire pour les quatre substituts de M. le Procureur général, etc...

Même vice pour la Capitation : En 1788, 12 nobles seulement la paient dans le bailliage de Baume, 8 dans celui d'Ornans, 10 dans celui de Quingey (2), 25 dans celui de Pontarlier. Son montant est dérisoire : dans le bailliage de Besançon, il n'y a que 5 capitations dépassant 100 livres, celles des de Sorans, de Chaffois, de Fraisans, de Villersvaudey, de Chatillon. Certaines tombent à 7 livres ou même à 3 livres (de l'Englantière, Buretey de Chassey). Il en va de même dans le bailliage de Baume et dans celui d'Ornans où les de Sagey, réputés grands propriétaires et libéraux, ne paient que 18 l. (de Sagey, de Naissey), et 44 l. 8 (vicomte de Sagey). Dans le bailliage de Quingey, les plus fortes capitations sont de 20 à 30 livres. A Pontarlier, où il y a de si riches forêts, sauf Mme de Valdahon, taxée à 300 l., les autres cotes oscillent entre 10 et 20 livres.

La noblesse de Comté montre la même répugnance

(1) Arch. C. 127, carton 68, pièce 2.

(2) De LURION : *Nobiliaire de Franche-Comté*. Bibli.

pour les vingtièmes; les dossiers de l'intendance (1) foisonnent de demandes de remises, modérations et décharges. En 1775, remise de 288 l. à M. le marquis de Montrichard, arguant de rentes à servir à des communautés ecclésiastiques; remise à M. le comte de Menton, à M. le marquis de Balay, à M. le marquis de Laubespín qui « supplie humblement », car « en qualité de feu le comte de Laubespín, son père, il est chargé de différentes pensions envers Mmes ses sœurs, chanoinesses en différentes abbayes. »

Rares sont les exemptions en faveur des cultivateurs et des marchands. Ceux qui en bénéficient sont des nobles, quelques bourgeois, assez souvent des conseillers au Parlement et des membres de la Chambre des comptes, quelques avocats.

Aux impôts principaux s'ajoutaient des taxes de toutes sortes : entretien et habillement de la milice, impôts en faveur des mendiants, fourniture des voitures aux troupeaux, impositions sur les haras.

Accablé sous le poids de ces charges ajoutées aux impositions royales, seigneuriales, dîme (représentant plus des deux tiers du produit total des récoltes), presque seul à les supporter, le Tiers Etat défaillait et la vie économique du pays en ressentait le contre-coup.

En 1756, la Chambre des comptes, dans ses remontrances (2), signale au roi que, dans certaines contrées du bailliage de Poligny, on ne trouve aucun fermier qui veuille « louer les domaines en se chargeant des corvées et impositions », ces dernières « comportant les trois quarts du prix des baux et quelquefois, dans certaines circonstances (ce qui paraîtra incroyable), le tout » (il

(1) Arch. intendance, C. 1339, carton 942.

(2) Bibli. Hist. 240, 110.

y en a des exemples dans les vicariats de Mont-sous-Monet, Songefou et autres du bailliage de Poligny), Les habitants émigrent et il faut les maintenir de force. Dans le bailliage de Gray « un des meilleurs du comté de Bourgogne », il y a près de 10.000 journaux de terres incultes. Les villages du bailliage d'Orgelet sont réduits à peu d'habitations ; le commerce et le prix des fonds sont tombés de moitié et « les tribunaux de justice ne retentissent que de procédures en criées où chacun veut vendre et personne ne veut acheter. »

La dépopulation commence à se faire sentir, conséquence de la misère ; dans certains villages du bailliage d'Ornans, il n'y a pas de garçons au moment du tirage de la milice.

Dans cette contrée fertile, la misère triomphe ; la nourriture (1) est aussi déplorable que le logement : pain d'avoine et petit lait dans la montagne, bouillie de blé de Turquie appelée gaudes, et pain d'orgier dans la plaine. Aussi rien ne retient l'habitant à son village, pas même cet irrésistible attrait de la propriété qui, dans une étroite communion, lie les paysans à la terre. Ici, ils ne possèdent que quelques morceaux de peu de valeur ; ils en ont presque tous, mais extrêmement peu (2), singularité qui distingue la Comté des autres provinces et contribue encore à aggraver les difficultés de la vie.

Toutes ces perturbations apportées au développement de l'agriculture et du commerce s'aggravaient du poids des principaux impôts indirects : la gabelle, les aides et les traites affermés à des agents pressurant le contribuable.

La Comté était soumise, pour la gabelle, au régime

(1) Bibli. Hist. 4002.

(2) Bibli. Manuscrit, t. II, n° 1, CHIFFLET, n° 55, f° 291.

de la régie des dépôts établi dans les parties des provinces franches ou rédimées, limitrophes des grandes gabelles. Le prix du sel variait, en France, suivant les régimes, de 60 f. à 2 f. le quintal. On juge de l'irritation de la Comté, pays de salines (à Salins, à Montmorot), où le prix du quintal était de 21 l. 10 s., et la consommation obligatoire de 14 livres par tête. Pour se dédommager, les Comtois faisaient passer du sel en Lorraine où il valait le double, en Bourgogne où il valait le quadruple ; la contrebande exercée par les faux-sauniers était générale dans la région.

Les aides comprenaient les droits sur la vente en gros et au détail des boissons et accessoirement des droits sur le bois, le poisson, le bétail, les suifs, les huiles, les droits de marque des fers, des aciers, des objets d'or et d'argent.

Ils gênaient le commerce des vins avec les villes, notamment avec Besançon qui, doté d'un vignoble renommé, mais insuffisant, appréciait les crus fameux du voisinage, de Miseray, d'Arbois ou de Poligny, et entravaient aussi l'échange du bétail et des fromages des montagnes contre le blé du pays plat.

Les tanneurs et les chamoisiers, ainsi que les forges, martinets et usines, où se faisaient au charbon de bois des fontes et des fers réputés (1), protestaient contre les visites inquisitoires des commis de la régie, généreux distributeurs d'amendes.

Les traites, droits à l'exportation ou à l'importation des marchandises, perçus non seulement pour le commerce avec l'étranger, mais pour le commerce de province à province, complétaient ces entraves.

La Franche-Comté était loin d'absorber elle-même

(1) A Arcier, Beure, Breurey, Buthier, Cléron, Gouille, Monclay, Rigney, Scey-en-Varais et dans la région de Lure et Vesoul.

toutes ses productions ; elle était fertile (1), mais elle avait besoin de commercer pour solder ses impôts et payer ses importations.

Ses blés étaient très recherchés dans le Lyonnais et dans le Midi ; elle expédiait (2) ses fers en Allemagne, en Suisse, dans la Bresse, le Dauphiné, le Languedoc, la Provence ; ses bois de sapins, embarqués sur la Saône ou le Doubs, se vendaient pour la marine ; ses vins, eaux-de-vie, chevaux, bétail, fromages, étaient une source de bénéfices, mais elle était tributaire des provinces voisines ou de l'étranger pour la draperie, les toiles, l'épicerie, la soierie.

En 1766, elle exportait pour une valeur de 5.332.500 l. et importait pour 5.250.000 l.

Malheureusement, les communications étaient difficiles et « sur le sol mouvant des routes, creusées d'ornières, les chevaux tiraient lentement les longues charrettes comtoises remplies de fers bruts et de sapins ouvrés, ou les coffres jaunes des lourdes diligences ; devant eux des rampes terribles surgissaient trop souvent dans ce pays montagneux et coupé, et abaissaient singulièrement, pour les voitures, la limite du chargement (3) ».

(1) Bibli. Manuscrit 934, p. 1, *Mémoire de l'Intendant d'Harouys* : « La province est divisée en pays uni et pays de montagne, le pays uni qui comprend les bailliages de Vesoul, Gray, Dôle, Lons-le-Sauvier et Poligny est abondant en grains, vins et fourrages. Il y a aussi beaucoup de chanvres et de noyers.

On peut encore diviser le pays de montagnes en deux, savoir : la franche montagne qui comprend les bailliages de Pontarlier et d'Ornans, la terre de Saint-Claude et une partie des bailliages de Salins, Arnans et Beaume.

Bien qu'il n'y croisse que de l'avoine, de l'orge et autres mêmes graines, il ne laisse pas d'être le meilleur et le plus riche de toute la province par la quantité de bestiaux qui s'y nourrissent. Dans l'autre partie de la montagne où sont situés les bailliages de Besançon, Quingey, Arbois et une partie de ceux de Salins, Ornans et Beaume, il y croît quelques blés et avoines et beaucoup de vins.

(2) ESTIGNARD.

(3) *Revue de Synthèse historique*, t. XI, p. 82 (L. FEBVRE).

L'isolement de la province ne tenait pas seulement à ces difficultés d'accès, mais surtout à son régime douanier. Province réputée étrangère, comme celles qui n'avaient pas accepté le tarif de Colbert de 1664, la Franche-Comté était séparée du reste du royaume. Les marchandises qui y circulaient payaient les droits des provinces dont elles sortaient, de celles dont elles empruntaient le passage et de celles pour qui elles étaient destinées.

Le commerce des grains, la principale ressource de la Haute-Saône, par la voie de la Saône ou vers la Suisse, était entravé par les traites et les octrois. Les formalités étaient difficiles, voire impossibles pour les cultivateurs qui cédaient leur récolte à vil prix à des spéculateurs munis de licences et d'autorisation.

Les grains s'accumulaient et, en 1695, Boisot écrivait : « Il y a en ce pays une si grande abondance de blé que ce qui valait l'année dernière 6 l. 5 sous, ne vaut à peine que 22 sous, parce qu'il n'y a point de débit. Si la récolte prochaine est aussi belle qu'elle le promet, il n'en vaudra pas 12, ce qui mettra la province hors d'état de fournir les sommes qu'on en a tirées jusqu'ici. »

Le commerce des vins n'est pas plus favorisé, d'où la disette dans les bailliages du Jura. Les Suisses en ont interdit l'entrée (1), en 1756 ; la cessation du commerce du tabac, avec l'Alsace, a porté-à ce négoce un grave préjudice, car « les mêmes voitures qui étaient parties des bords du Rhin, chargées de tabac, y retournaient chargées de vins et d'eau-de-vie. »

Dans les bailliages du Doubs : Pontarlier, Ornans, Baume qui vivent surtout de la vente des bestiaux et des fromages, les « fruitiers », obligés de se servir des mauvais sels de Montmorot, sont primés par les Suisses

(1) Bibli. 240, 149, *Remontrances de la Chambre des Comptes.*

qui se fournissent du bon sel de Salins, « joint que leurs fromages passant sous les noms des marchands inscrits à la douane de Lyon, sont exempts de droits d'entrée, pendant que ceux de la Franche-Comté paient ces droits. »

Telle est, aux environs de 1789, la situation des campagnes et la vie économique de la Comté. Toute la richesse et l'aisance que son agriculture et son commerce auraient pu tirer de ses ressources naturelles et de sa fertilité étaient anéanties par des charges diverses, des entraves ou des exactions.

CHAPITRE IV. — *Le Tiers Etat*

(*Villes — Bourgeois — Vie intellectuelle.*)

Essayons de nous représenter la physionomie des villes à l'époque où les malheureuses campagnes menaient une si lamentable existence.

Qu'il s'agisse de la capitale de la province, siège de l'archevêché, ville de Parlement, résidence d'hiver de la noblesse dont les vieux hôtels écussonnés, aujourd'hui silencieux, abritèrent derrière les grilles de leurs fenêtres à meneaux les fastes d'une société brillante, ou des petites cités endormies, serrées autour de leur église et dominées par les clochers de leurs innombrables monastères, le spectacle est tout différent ?

Des fêtes s'y déroulent sous des formes diverses : plus profanes et surtout plus fermées, à Besançon, aux bals du gouverneur, de l'intendant ou du premier-président ; ailleurs, fêtes religieuses auxquelles participait, avec empressement, le populaire dans le déploiement des bannières de ses jurandes, mêlées aux insignes des congrégations.

De vieilles franchises ont fait passer là un souffle

d'indépendance et le Tiers des villes, groupé autour de son corps municipal : vigneron, artisans, bourgeois de tout ordre, garde un esprit de hardiesse et d'émancipation.

Les souvenirs des libertés disparues sont fidèlement évoqués ; à Poligny, par exemple, où la limite des franchises municipales, arrachées au duc Othon, est marquée d'une croix sur le territoire.

Souvent, ce Tiers Etat s'est groupé en corporations et subdivisé en classes. Le pouvoir central s'inspira de ce cloisonnement lors de la réunion des assemblées pour nommer les députés et convoqua suivant les affinités :

Avocats, notaires, procureurs au Parlement et au bureau des Finances, procureurs aux bailliages, maîtres en chirurgie, apothicaires, imprimeurs et libraires, tous ensemble.

A part : Perruquiers, tisserands, droguistes, tanneurs, charcutiers, selliers, bourreliers, arquebusiers.

Enfin, les orfèvres, maçons, charpentiers, serruriers, maréchaux, taillandiers, paveurs, potiers d'étain, corbonniers, jardiniers, juges-consuls, négociants et marchands.

Jusqu'en 1789, date à laquelle ils se rallièrent à des principes plus rétrogrades, le Tiers-Etat trouva dans les membres du Parlement son expression la plus autorisée et les avocats les plus fougueux des misères du peuple. Les remontrances succèdent aux remontrances ; chaque aggravation d'impositions est l'occasion d'un conflit entre le Parlement de Besançon et les pouvoirs publics : conflit en 1734, conflit en 1769, exil de certains parlementaires deux ans après, conflit en 1769 à la suite de la prorogation d'un 20^e que le Parlement, soutenu par le barreau, se refusait à enregistrer ; nouvelles lettres de cachet en 1771.

En mai 1788, l'Intendant Caumartin de Saint-Ange, accompagné des troupes de cavalerie, se présente au Par-

lement et, après avoir fait enregistrer d'office certains édits, il ordonne aux magistrats de se séparer.

La municipalité et les avocats de Besançon protestent; l'avocat Rouget est même arrêté.

Quand, en octobre 1788, le Parlement de Franche-Comté fut réinstallé, la ville l'accueillit avec délire. « Le Premier Président (1) fit son entrée au milieu des boîtes, pétards et fauconneaux et au son des cloches... Le jour de la rentrée de la Cour, Messieurs du Parlement se rendirent à l'hôtel du Premier Président, au Palais, précédés de plusieurs chars, dont l'un portait Thémis tenant l'épée et la balance, les Trois Grâces, Bacchus couronné de pampres et Cérès couronnée d'épis. » Ils gagnèrent le Palais aux acclamations de la foule.

Si le peuple manifestait tant de sympathie au Parlement c'est parce qu'il voyait en lui non seulement son défenseur contre l'impôt, mais aussi son défenseur contre le fléau de la famine. Par ses interventions constantes dans la question des importations ou des exportations de grains, cherchant à éviter la surproduction ou la disette, par la surveillance qu'il exerçait sur les accaparements et les spéculations, sur les boulangers ou sur ceux qui amassaient, il maintenait les approvisionnements et paraît aux hausses excessives.

Cette question est d'importance primordiale à l'époque de la Révolution où « l'incertitude du lendemain (2), les vaines alarmes augmentaient encore les difficultés, ou chacun faisait des réserves, entassait ou cachait, où les populations prenaient peur, leur subsistance dépendant parfois de tel arrivage d'un convoi de la Beauce ou de la Bourgogne. » Le Parlement y veille et « tantôt demande la suppression de toutes les ordonnances autorisant l'exportation des grains; tantôt, si le blé est

(1) Arch. B. B. 199, casier 1, rayon 12.

(2) ESTIGNARD.

abondant, insiste pour que la Suisse et les provinces voisines puissent profiter de cet excédent de récoltes. »

Tandis que le peuple entoure les magistrats de son amour, la bourgeoisie garde à certains d'entre eux rancune de leur hauteur et de leurs airs distants. Invitée aux bals du gouverneur et de l'intendant, elle est exclue de chez le premier président; l'archevêque ne veut voir que la noblesse.

Les rapports entre gentilshommes et bourgeois ne sont pas très cordiaux. En 1735, le commandant militaire et le lieutenant du roi font arrêter aux portes de la ville de Besançon les marchands de poisson par des fusiliers qui les conduisent à leur hôtel pour faire choix avant les habitants. En 1787, l'animosité est grande entre les officiers du régiment du roi et les étudiants de l'Université; les querelles sont fréquentes et dégénèrent parfois en rixes mortelles.

Les Comtois ne sont pas riches. Il n'y a pas (1) dix personnes dans la province qui aient un revenu au-dessus de 20.000 livres de rente et pas quarante qui jouissent de plus de 10.000 livres. Les gens aisés n'ont qu'une moyenne de trois à quatre mille livres de rente.

Chacun cherche à s'exonérer du poids de l'impôt, chose plus aisée dans les villes que dans les campagnes. Les exempts sont légion : officiers de justice et de finances, officiers municipaux, employés aux fermes du roi, contrôleurs des exploits, maîtres de poste et gens de toute sorte par droits de franchise ou par abonnement.

Messieurs du Parlement de Besançon ne doivent ni le logement des gens de guerre, ni les contributions au chauffage et éclairage des corps de garde. Ils jouissent du franc-salé, c'est-à-dire du droit de prendre le sel au prix des marchands, du privilège de ne supporter que

(1) CHIFFLET, Bibl. Manuscrit, t. II, n° 4.

le tiers des impositions pour leurs biens dit portion colonique, de la franchise aux octrois de la ville pour l'entrée des vins à raison de huit queues pour les présidents, quatre pour les conseillers, si les vins sont du crû, et d'une queue de vin de Bourgogne pour les présidents et une demi-queue pour les conseillers qui n'ont pas de vignes en Comté.

Les avocats au Parlement paient une capitation fixée uniformément à 9 livres.

La catégorie des bourgeois plus modestes : marchands, artisans, cabaretiers, souffre davantage de ces impôts. Toutefois, en 1727, ils ont pu s'abonner pour le droit de confirmation à l'avènement du roi (1), mais l'impôt qui les touche le plus — les aides, les octrois, les traites — entravent le négoce et ils réclament en 1789 la libre circulation des marchandises et l'abolition de la ferme générale.

Malgré la difficulté des routes, les transactions locales sont importantes. A Besançon il y avait marché toutes les semaines et quatre grandes foires durant chacune huit jours. Elles étaient fréquentées par les marchands de Champagne, du duché de Brie et de Berry qui venaient acheter les bestiaux, les chevaux, et surtout les étalons des haras de la montagne; il s'y faisait en outre un commerce de planches et de bois de sapin, de tonneaux, de cuiviers et de cuirs amenés de plusieurs districts (2).

La juridiction consulaire devant laquelle, sans intervention de procureur ni d'avocat, les négociants plaidaient eux-mêmes leur cause, se composait de trois notables marchands de Besançon, d'un greffier et de deux huissiers élus par quarante commerçants notables auxquels étaient adjoints le maire et les trois échevins.

La partie la plus humble du Tiers-Etat avait une

(1) CASTAN, Bibli., Registre 139.

(2) Arch. c. 118, c. 111, 3.

condition infiniment supérieure à celle des paysans. Il ne pouvait s'agir à cette époque de prolétariat de l'industrie dans les tanneries, les moulins ou dans les martinets de la région. « L'ouvrier d'avant la Révolution (1), sauf de très rares exceptions, vivait sur le pied d'une égalité relative avec son patron. Il accomplissait sa besogne à côté de lui, le connaissait, mangeait à sa table, en tous cas le voyait travailler de ses mains. » Souvent aussi, il ne payait pas l'impôt et les habitants des villes franches comme Besançon étaient exempts de la taille. Le véritable prolétaire de 1789, taillable et corvéable à merci, celui en qui se personnifient tous les vices de l'ancien régime, sur lequel retombent toutes les charges; celui qui souffre et qui semble le plus qualifié à se révolter, c'est l'homme des campagnes : le paysan.

Ce n'est pas à dire que le paupérisme ne régnât pas dans les villes. Les années de pluie et de gelée précoce voyaient les rigueurs de la misère. En 1763, 67, 68, en 1782, 83, il fallut donner des secours de blé; la misère était si forte en 1749 que le duc de Randans, nommé maréchal de France, demanda que l'on consacraît au soulagement des pauvres l'argent qui devait servir à fêter sa nomination (2). On avait construit des dépôts de mendicité; Besançon abritait 300 mendiants en 1787 et possédait 6 hôpitaux.

La vie intellectuelle ne présentait qu'un développement assez restreint en raison sans doute de l'isolement de la province et de la difficulté des voyages sur des routes mal entretenues et peu desservies.

Deux carrosses partaient chaque semaine de Besançon pour Paris, l'un le dimanche, l'autre le mercredi. Le premier prenait la route de la Bourgogne, le deuxième

(1) PAUL-LOUIS : *Hist. du Socialisme*, p. 6.

(2) Bibl. : Décis. Munic. Registre, 162.

la route de la Champagne (1). D'autres carrosses se dirigeaient une fois tous les huit jours vers Lyon, Strasbourg, Vesoul, Gray, Salins... Le service n'était régulier qu'en été; pendant l'hiver, il était souvent interrompu une semaine ou deux quand la neige ou le verglas rendaient les routes impraticables. Le retour des carrosses s'effectuait d'une façon irrégulière. Le service des dépêches était un peu plus rapide. Trois courriers partaient chaque semaine de Besançon pour « la France », l'Allemagne, la Lorraine, Bâle, Vesoul, Salins.

Aucune culture parmi le bas peuple. Le journal, devenu aujourd'hui son évangile, était peu répandu. A Besançon, dit Arthur Young (2), il n'y a que la « Gazette de France » pour laquelle un homme qui a le sens commun, ne donnerait pas 1 sou dans le moment actuel et le « Courrier Militaire », vieux de 15 jours; des gens bien mis parlent des choses qui sont arrivées il y a deux ou trois semaines et leurs discours démontrent qu'ils ne savent rien de ce qui se passe aujourd'hui.

La bourgeoisie fait élever ses enfants dans les deux collèges de garçons et l'institution de jeunes filles de Besançon ou à Dôle au collège des Jésuites.

En 1789, l'Université de Besançon comprenait des chaires de théologie, de droit, de médecine, occupées par « professeurs et bedeaux sous la haute direction d'un recteur magnifique ». Les études étaient peu sérieuses; les grades s'achetaient fréquemment.

Malgré tout, la pénétration, superficielle du moins, des idées philosophiques dans cette société est indéniable. La noblesse mettait une coquetterie à se targuer de ce modernisme théorique et en faisait un jeu de pure spéculation avec un prince de Bauffremont, un prince

(1) *Almanach du Solitaire*, 1776, impr. Dadin et Bibli. dans *Bull. agric. Haute-Saône*, 1864.

(2) YOUNG, II, p. 230

de Montbarrey, l'ingénieur d'Arcon, le vicomte de Toulangeon, ami de Diderot, le marquis de Grammont, beau-frère de Lafayette, le comte de Narbonne, ami de Necker, et Mesdames de Durfort, de Vaux, de Germigny, de Villers-Vaudey.

A l'ouverture de la guerre de 7 ans, en faisant ses remontrances à l'occasion des vingtièmes, le Parlement citait « l'Esprit des Lois », et M. de Bouligny, conseiller au Parlement de Besançon, écrivait vers 1780 : « Toi qui connais si bien le cœur de l'homme et la nature, peintre inimitable des passions et des mœurs, divin Rousseau, je t'invoque... »

Les avocats, en contact avec la Cour, devaient être gagnés par cette influence qui fut plus décisive sur leur esprit que sur celle des conseillers.

Plusieurs d'entre eux lisaient avidement les écrits des philosophes. La Franche-Comté était trop près de Ferney pour ignorer M. de Voltaire. De nombreux personnages de la province échangeaient des correspondances avec lui, notamment les avocats Christin père et fils, de Saint-Claude, auteurs des « Doléances d'un serf du Mont-Jura ».

DEUXIÈME PARTIE

La Révolution et les tendances égalitaires

« Il n'est personne qui n'avoue que la nation a été préparée à la révolution par le sentiment de ses maux bien plus que par le progrès des lumières. »

MIRABEAU.

CHAPITRE I

Préparation aux Etats généraux. - Les Cahiers

Dans cette France préparée par la misère, par la haine, la faim et les rigueurs de l'hiver de 1788 à 89 (1), à toutes les indignations et à toutes les révoltes, éclata l'annonce de la convocation des Etats Généraux.

(1) Bibli.: *Mémoires de Laviron*: « L'hiver commença vers le 25 novembre 1788; le froid fut si violent qu'en plusieurs endroits on trouva des enfants et des grandes personnes gelées. On allumait tous les jours de grands feux aux Cordeliers, au Collège et à l'Intendance pour les pauvres qui n'avaient pas de bois. »

La Royauté en rassemblant la Nation comptait l'égarer dans les trois sujets de discorde qui la divisaient : les droits féodaux, le privilège en matière d'impositions et le mode de votation aux Etats.

La lutte commença aussitôt en Franche-Comté sur ce dernier point. Comment seraient composés les Etats Généraux et suivant quelles formes délibéreraient-ils ? Suivrait-on les formes observées en 1614 ; seraient-ils divisés en trois chambres, une pour chaque ordre, et chacune disposant d'une voix, ou bien, au contraire, les députés du Clergé, de la Noblesse et du Tiers Etat délibéreraient-ils ensemble ?

Le haut clergé, la noblesse et le parlement vont insister pour que les Etats soient réunis dans les anciennes formes et pour garder leur prédominance.

Ce changement d'attitude du parlement vis-à-vis du peuple dont il avait toujours défendu les intérêts est assez singulier. Désormais il prendra parti contre le Tiers Etat. C'est que l'esprit des parlements, bien que frondeur en apparence, était très conservateur au fond ; l'observation en a été faite (1) : « Les jurisconsultes s'habituent à vivre avec la loi existante ; ils en contractent le respect ; et, à moins d'avoir un esprit très cultivé, ils se figurent que ce qui existe aujourd'hui ne saurait être modifié sans entraîner une révolution. »

Le tiers et le bas clergé réclamaient une représentation égale à celle des deux autres ordres et le vote par tête.

Le Conseil du roi du 27 décembre 1788 trancha la question en ordonnant que le nombre des députés du Tiers Etat fut égal à celui des deux autres ordres réunis.

Cette question de représentation, réglée dans un sens favorable au peuple, souleva les récriminations des ordres privilégiés.

(1) LABOULAYE, *Revue des cours littéraires*, an 1865, p. 246.

La noblesse protesta, le 6 janvier, par un acte solennellement déposé et enregistré au parlement. Vingt-deux membres (1) de la noblesse auxquels se joignirent neuf membres du haut clergé, se séparèrent de leurs collègues et rédigèrent à leur tour une déclaration déposée chez un notaire de Besançon dans laquelle ils affirmaient que « leur devoir, quel que fut leur respect pour la pluralité, est d'en témoigner un plus grand pour l'autorité du roi et pour l'opinion publique — et, qu'ils sont décidés à faire au roi et à la nation tous les sacrifices nécessaires pour acquitter les dettes de l'Etat et pour soulager le peuple, et ils renoncent de grand cœur à tous les privilèges ».

Ces privilèges faisant preuve de libéralisme appartenaient à l'élite de la noblesse : le prince de Saint-Maurice, fils du prince de Moutbarey, qui venait d'être ministre de la guerre de Louis XVI ; Terrier de Montciel, futur ministre ; le marquis de Grammont, beau-frère de Lafayette.

Le parlement voulut ordonner la suppression de cette délibération prétextant « que les innovations sont dangereuses parce que l'esprit novateur ne s'arrête point ;

(1) Les vingt-deux gentilshommes étaient : le prince de Saint-Maurice-Montbarret, le vicomte de Toulangeon, M. d'Arcon, le baron de Radet-Mercey, M. de Montciel, M. de Lezay-Marnesia, le comte de Reculot, le comte de Frolois-Portier, le baron de Fraguier, le marquis de Château-Renaud, le chevalier d'Authume, le marquis de Froissard de Bersaillin, le comte de Raincourt, le baron de Glanes, le vicomte de Sagey, le marquis de Vauchier du Deschaux, le baron de Montjustin, le chevalier de Trestondans, le comte de Chaillot, le vicomte de Romanet, le marquis de Toulangeon, le marquis de Grammont.

Les neuf membres du clergé étaient : Seguin, chanoine, député du chapitre métropolitain de Besançon ; Gaillande, prieur de Colonne ; Bourgon, chanoine, député du chapitre de Villersexel ; Marmet, doyen du chapitre de Saint-Michel-de-Salins, député aux Etats ; les prieurs Poinsoy, chanoine et député du chapitre de Ray ; Domet de Mont, doyen et député du chapitre de l'Eglise royale de N.-D. d'Arbois ; Millot, chanoine, député du chapitre de la Madeleine de Besançon ; Lompré, chanoine, député du chapitre de Champplitte ; Huchet, prieur de Saint-Louis et chanoine à Gray.

que l'inégalité dans la distribution des biens est dans les décrets de la Providence; qu'une grande partie des classes du Tiers Etat ne subsiste et ne subsistera toujours qu'au moyen des terres de la noblesse et du clergé. L'arrêt fut cassé par le roi en Conseil d'Etat à l'instigation de quatre-vingt-quatre notables de Besançon et après une adresse de la municipalité qui en appelait à sa justice.

Le 24 janvier 1789, parut le règlement pour la convocation des Etats généraux, à Versailles, le 27 avril 1789.

Le suffrage fut presque universel; il s'étendait à tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans et compris dans le rôle des contributions.

Les communautés devaient déléguer à l'Assemblée de bailliage deux députés à raison de deux cents feux; trois pour trois cents feux, quatre au-dessus de trois cents.

Les députés du clergé et de la noblesse étaient nommés directement par les Chambres de ces deux ordres.

L'élection des députés et la rédaction des cahiers avaient lieu à plusieurs degrés. Les assemblées primaires, communales, municipales, corporatives choisissaient des représentants et rédigeaient leurs cahiers pour l'assemblée du bailliage secondaire aboutissant, en dernier terme, à l'Assemblée générale des trois ordres réunis au bailliage principal. Là, les doléances de toute la province étaient résumées en un cahier unique pour chaque ordre et les mandataires des précédentes assemblées nommaient, chaque ordre à part, leurs députés aux Etats généraux.

Le clergé franc-comtois délégua M. Millot; la noblesse, M. de Grosbois; et, comme suppléant, M. de Lallemand; le Tiers Etat, MM. Blanc et Lapoule, et comme suppléant, M. Martin.

L'étude des assemblées primaires et de leurs cahiers

de revendications sont particulièrement intéressantes en ce qu'elles décèlent véritablement l'esprit populaire et nous nous sommes spécialement attaché à leur examen.

Les réunions pour la rédaction eurent lieu à la maison commune, sur la place publique, quelquefois dans la maison d'un particulier ou à la cure. Un notaire ou un greffier étaient souvent présents à la réunion ; leur intervention se reconnaît au style. Un modèle devait circuler car les cahiers de plusieurs villages présentent une forme identique sans que, de ce fait, leur sincérité fut atténuée.

Les paysans avaient été mis en garde contre l'intrusion des agents seigneuriaux (1) et les petits bourgeois qui pouvaient avoir sur eux quelque influence n'étaient guère favorables au régime féodal ; d'ailleurs, les revendications particulières, qui, dans chaque village, font suite au modèle sous une rubrique spéciale, prouvent amplement quelle fut l'indépendance de la rédaction.

Certaines communautés ont voulu se documenter judicieusement. Nous lisons en tête des cahiers de Rurey (bailliage de Quingey) (2) cette mention : « Propositions faites par l'avocat Blaud, de Besançon, à Léonard Caillard, échevin de Rurey, consultant pour la rédaction des cahiers de doléances. »

La plupart des mandataires de ces communautés savent écrire ; un seul parmi les 219 villages du bailliage de Baume paraît faire exception et ne signe que difficilement en traçant des majuscules. Presque tous déclarent accepter l'indemnité de vingt livres, attribuée pour venir au bailliage principal.

Nous pourrions faire peut-être quelques réserves au sujet des assemblées secondaires dans lesquelles l'em-

(1) Biblio. 4007, *Lettre aux habitants des campagnes*, 18 mars 1789, quatre pages.

(2) Arch. diasse, B. 15611.

phase des éléments cultivés de la bourgeoisie a exagéré la pensée des plus humbles, mais on peut affirmer, avec M. Chassin (1), que si « les cahiers furent préparés par l'élite intellectuelle de la nation, écrits par les commissaires élus de chaque assemblée plébéienne, noble, ecclésiastique, discutés, comparés et enfin approuvés par la masse des électeurs délibérant et votant en pleine liberté, les griefs et les vœux qui y sont exprimés sont réellement les griefs et les vœux de cinq à six millions de Français ».

Un mouvement de l'importance de la Révolution, qui a des racines aussi profondes dans le passé, recèle en lui un état d'âme, une sorte de conscience dont l'explosion subite des sentiments doit nous donner la manifestation. Cet état d'âme, ce bilan des souffrances et des aspirations du Tiers Etat va nous apparaître dans les cahiers, dans les brochures, dans les journaux et dans les actes populaires de la période révolutionnaire; par leur analyse, nous pourrions conclure à l'existence ou à la non existence; en Franche-Comté, de cet égalitarisme socialiste sur lequel les auteurs sont si peu d'accord.

*
* *

Il n'est pas étonnant de trouver dans les cahiers un « tollé » général contre les vices des institutions monarchiques et féodales: impositions et dîmes; organisation militaire, justice; droits féodaux: chasse, corvées, banalités, droits honorifiques ou serviles, tout ce qui entravait la liberté de l'individu ou diminuait sa personnalité.

Nous avons examiné précédemment ces servitudes en corrélation avec l'esprit d'hostilité qu'elles contribuaient à créer et nous ne pouvons voir ici toutes les revendications auxquelles elles ont donné lieu. Nous nous bornerons à examiner celles qui évoquent les idées d'éga-

(1) CHASSIN, *Le Génie et la Révolution*, t. I, p. 334.

lité et posent à un titre quelconque le principe de propriété.

L'idée première qui devait venir aux rédacteurs des cahiers n'était-ce pas cette égalité politique qui avait tant divisé les classes de la société et les ordres même entre eux dans les mois antérieurs à la réunion des Assemblées. Elle devait être le moyen par lequel toutes les autres revendications seraient réalisées et auxquelles elles étaient subordonnées puisque la négation de l'existence numérique du tiers aboutissent à une impuissance absolue devant l'accord des deux autres ordres réunis contre lui. En ayant saisi toute l'importance, les cahiers mettent en bonne place cette revendication ; certains même la formulent avec une précision qui anticipait sur les événements : « les députés du Tiers Etat de la province aux Etats généraux ne prendront aucune part aux délibérations qui y seront proposées, qu'au préalable, il n'ait été convenu et accordé qu'en toutes matières et objets qui se traiteront, le Tiers Etat aura une influence égale à celle des ordres du clergé et de la noblesse réunis : sauf à eux, dans le cas où cette égalité leur serait refusée à demander à se retirer en 1^{re} chambre particulière du Tiers Etat pour y délibérer avec les députés des autres provinces » (Belvoir, Bondeval, Bremondans).

Les hommes de Morteau expriment le même désir, demandant « non seulement un nombre de représentants égal à celui des deux autres ordres réunis, mais encore l'égalité de suffrages et que l'on vote par tête et non par ordre ».

Tout le poids de l'impôt sous l'ancien régime, par suite de l'exonération dont bénéficiaient les ordres privilégiés, retombait sur le peuple. Il n'est donc pas étonnant qu'appelé à se prononcer sur cette question, le tiers, surtout celui des campagnes, ait stigmatisé violemment cette disproportion des charges. Nombreux sont

les cahiers qui insèrent dans leur texte un état des charges diverses des villages tant au titre du roi qu'au titre du clergé et du seigneur. « N'est-il pas révoltant — dit le cahier de Longeville — (1) que le clergé qui jouit tranquillement du fruit de ses usurpations, se refuse à supporter les charges... faudra-t-il donc toujours que le peuple, qu'ils appellent leur sujet, paye l'imposition des fonds que l'ambition des moines lui a enlevés. Les hommes de la communauté de Longeville demandent que les propriétés de l'abbaye de Montbenoît soient imposées en plein comme les autres propriétés ». Ces réclamations s'étendent à la noblesse pour la portion colonique et à tous les membres de l'Etat même « pour la confection des routes en proportion de leurs facultés ». (Courceilles, Villedieu.)

Parfois, c'est un regard envieux jeté sur les villages voisins que les prestations épargnent davantage et sur les « communautés qui les touchent, plus opulentes que la leur en tous genres d'étendue et de mieux-value » (Vuillecin, Malpas).

Après l'égalité devant l'impôt, apparaît le désir de liberté du commerce intérieur. Labergement demande la liberté entière du commerce dans toute l'étendue de la monarchie, et la paroisse de Bourguignon sur le Doubs proteste « qu'étant tous Français, entre nous plus de séparations, plus d'intérêts divers, plus de barrières entre le Comtois et le Bourguignon. Qu'on ne croie plus, en voyageant, rencontrer autant de royaumes que de provinces ».

Ce n'est pas aux seuls privilèges matériels que s'attaquera le Tiers Etat. Il prend une idée plus élevée de sa personnalité si longtemps oubliée et il veut se hausser à hauteur des autres ordres dans le domaine moral. Il faut que désormais la justice soit commune à tous :

(1) *Arch.*: Cahiers du Doubs.

ce sera l'égalité dans l'honneur ou dans le déshonneur. Il faut que « les peines infamantes qui résultent pour les parents d'un criminel exécuté dans l'ordre du Tiers Etat soient supprimées et que nul reproche d'infamie n'en résulte pour cela, à moins qu'on rende l'infamie commune à la famille des nobles qui auront eu le malheur d'avoir dans leur sein un criminel de même espèce » (Labergement, Montpeureux; id. Besançon.)

L'accès à tous les emplois et à toutes les fonctions doit être ouvert également au noble et au roturier. Le clergé du bailliage de Besançon, à l'instigation sans doute du bas clergé, prie Sa Majesté « de substituer à l'ordonnance qui exclut les « plébéiens » des places militaires, une loi moins contraire aux intérêts du Tiers Etat » et le cahier de Belvoir suggère « l'abolition de la vénalité de tous offices royaux dont la nomination se fera par la voix du concours et qui ne pourront être conférés qu'aux plus dignes, sans aucune distinction d'âge, de moyens... mais ayant égard au mérite seulement ».

Quel que pût être son désir d'égalité, le rural est d'esprit trop positif et concentre dans son atavisme un trop grand amour de la terre, de sa possession libre, franche de toutes entraves et de tous obstacles à sa culture pour ne pas aborder, à la première occasion de manifester sa pensée, la question de la propriété. Il évoquera sans retard les rapports de seigneur à tenancier, les liens qui les lient, le fondement de ces droits; le manant va demander des preuves authentiques et se réclamera de la maxime: « Nul seigneur sans titre ».

« Les titres primitifs en vertu desquels tous les autres sont faits qui obligent les hommes de la campagne envers les seigneurs aux quartes de fours, lods, amendes, cens, dîmes, poules, tailles, corvées, soit de faulx, de rateau, de charrue, de guets et gardes et autres charges onéreuses de cette espèce, n'obligeront les dits habitants

de la campagne que lorsque les états provinciaux ou une commission intermédiaire, composée par autant de représentants des gens du Tiers Etat que des deux autres ordres qui serait établie pour recevoir les doléances particulières des communautés, auront prononcé sur l'authenticité des dits tires et ces charges et redevances bien constatées pourront être rédimées en argent. » (Aissey.)

Cette clause se retrouve à Beutal et dans presque tous les cahiers du bailliage de Baume, généralement plus hardi que les autres dans ses revendications.

La communauté de Geney veut non seulement un titre mais une justification de ces droits dans une contrepartie fournie par leurs détenteurs. Elle veut « qu'il soit déclaré que, pour les redevances seigneuriales, corvées, faire taire les grenouilles pendant la nuit, gîte aux chiens, etc..., la possession n'est pas un titre suffisant pour les exiger et que les seigneurs soient obligés de prouver qu'ils ont acquis les dites redevances par des concessions équivalentes faites aux communautés. Il paraît que plusieurs des dites redevances insultent à l'humanité et d'autres sont attentatoires à l'autorité souveraine. »

D'autres écrits vont plus loin encore et suggèrent l'abolition des droits, si le service rendu a disparu depuis longtemps et n'est pas un service « actuel ». Ainsi, Bief demande l'annulation du droit de terrage que s'est arrogé le seigneur « depuis environ quarante ans, en vertu d'un arrêt qui a été surpris au parlement... Si nos ancêtres payaient la dîme au seigneur dans le temps que les guerres des Suèdes égorgeaient tous les hommes, en réciproque de quoy le seigneur s'obligeait de les retirer dans son château et de les garder des mains des Suèdes. A présent que le roi Louis XVI tient bonne police, nous n'avons plus besoin de payer pour nous cacher dans le château qui est en ruines et désert ».

On insinue parfois, comme à Vaclusotte et à Mouthe, où le langage s'émaille de violences contre le haut clergé, que le redevable pourrait redonner à sa prestation sa destination primitive en payant la dîme non plus aux commanditaires mais aux curés desservants. Cette hardiesse s'entoure de précautions. « Les décimateurs crieront qu'on attaque les propriétés. La réponse est que les possesseurs actuels des dîmes ne doivent pas ignorer ni la cause de l'établissement des dîmes, ni les charges. Ils doivent savoir que les premiers possesseurs n'ayant été que des usagers, ils ne pouvaient pas aliéner... »

Les griefs contre la propriété des droits féodaux sont abondants et richement motivés. Si variés que soient les points de vue auxquels se placent les cahiers, tous s'accordent à demander la suppression de ces charges moyennant un prix à payer au propriétaire ou même une somme qui serait employée à payer les dettes de l'Etat. (Cahier d'Ecot.)

Les droits serviles que l'odieuse mainmorte personnifiait intégralement, ne pouvaient trouver grâce devant le tribunal du Tiers Etat: même ceux qu'elle ne touche pas, les hommes francs de Chapelle-des-Bois près de Mouthe et de Saint-Claude en réclament l'abolition par suite des inconvénients résultant de ce voisinage. Toutes les considérations sont invoquées à titre de justification: à Audincourt, parce que c'est « une tâche dérogatoire à la qualité d'homme et de Français surtout ; à Audechaux, au nom de la pitié « que la mainmorte personnelle et réelle soit abolie ; que les seigneurs écoutent leur cœur. Il parlera pour nous et les fera rougir de n'avoir pas imité plus tôt l'exemple de notre bon roi. » Des dédommagements pécuniaires sont offerts « par un cens sur les fonds mêmes ou d'autres moyens convenables ».

La propriété du clergé n'est pas épargnée. Les cahiers de Lac et de Besançon réclament un état de tous les

bénéfices du royaume « réservant qu'aucun ne dépassera 10.000 l. de revenus ; que les bénéficiers devront demeurer dans leurs bénéfices, exceptés ceux qui seraient retenus à la Cour par une fonction nécessitant leur présence, à peine de confiscation des bénéfices au profit des pauvres.

Deux propositions semblent plus inconciliables que les précédentes avec le respect dû aux propriétés : celle de la commune d'Adam et du tiers de la ville de Besançon tendant à la mise en vente des domaines du roi, et surtout celle de la Chaux-de-Gilley déclarant, art. 10, que « S. M. pourrait confisquer au profit de l'Etat les biens immenses que des fermiers ont fait sur le royaume ».

Tel est le bilan des cahiers franc-comtois dans ceux de leurs articles qui visent l'égalité ou une réduction de la possession seigneuriale.

Nous avons souvent laissé parler leurs auteurs afin de donner à ces revendications une physionomie plus vivante. Ces documents ont une valeur particulière entre tous ceux de cette époque (brochures, journaux, publications) fort nombreux et d'origines très diverses, c'est celui de représenter non pas la pensée d'un seul rédacteur, mais le sentiment de toute une collectivité. A ce titre, ils sont particulièrement instructifs et méritent bien de retenir notre attention.

CHAPITRE II

Les Brochures. — Les Actes révolutionnaires

L'étude des brochures et des écrits complète le tableau de l'esprit public pendant la révolution. Elle est nécessaire pour se faire une idée exacte du mouvement d'idées dans les villes, où les journaliers et les manœuvres n'eurent pas le droit de suffrage. A défaut des Cahiers, ils eurent les brochures pour traduire leur opinion, car la liberté de ces publications fut absolue en France en 1789. Le pays tout entier put manifester ses sentiments en toute liberté.

Il est probable, à vrai dire, que la majorité de ces écrits émanent de gens cultivés. C'est du moins l'impression que nous laisse l'examen de plusieurs centaines de libellés et de plaquettes en Franche-Comté. Elles doivent, autant qu'on en peut juger sous l'anonymat, être l'œuvre de petits bourgeois, commissaires à terriers, avocats, membres du bas clergé. Nous les retenons en ce qu'elles traduisent, par la voix de ses lumières et de ses guides, la révolte du Tiers Etat.

Les brochures débutent avec la période de préparation aux Etats, si fertile en pamphlets, par un cri de gratitude pour ce roi qui veut l'égalité. « Louis XVI, dont le cœur, aussi vaste que son royaume, renferme tous ses sujets, et désire rétablir pour tous l'accès aux hautes

dignités de l'épiscopat, de l'armée, de la magistrature » (1).

La situation des campagnes, l'oppression féodale avec ses droits fonciers et serviles, l'inégalité des charges sont immédiatement évoquées dans les « Vices découverts » (2) : « Qui est-ce qui souffre de toutes ces horreurs ? C'est l'homme le plus nécessaire à l'état, le laboureur qui, outre le poids des impôts dont il est accablé, est encore obligé de payer à un brigand nommé seigneur une multitude de droits barbares. »

« Tâchons donc — dit la lettre instructive d'un député (3) — de rentrer dans cette égalité individuelle et morale que nous perdîmes il y a dix siècles... »

Le « Jurisconsulte allobroge » (4) trace un sombre tableau de la situation : « Il y a quatre ou cinq cents ans, MM. du Tiers, vous étiez en France quelque chose d'un peu moins important que les bœufs qui vous servent à labourer les champs de vos seigneurs, et même un peu moins que les ânes qui portaient votre blé à leur moulin... Après la découverte de l'imprimerie, le paysan commence à prêcher les voleurs à bréviaires, les voleurs à écritoire, les voleurs portant lance, casque, cuirasse ; ni les uns ni les autres ne devinrent meilleurs ; au contraire, avec l'imprimerie et vos publications, ils vous volaient en conscience... Présentez-vous, hommes du Tiers Etat à vos assemblées municipales, à vos assemblées de province, à vos Etats généraux et n'hésitez pas d'y faire entendre ce mot terrible et doux, le mot d'égalité, ce cri de la raison et de la justice... »

Toute cette pensée un peu vague a besoin de se préciser ; c'est ce que fera l'auteur de la lettre d'un député

(1) Bibli. Hist. 4039, *Magnificat du Tiers Etat*, 20 pages.

(2) Bibli. Hist. 4039, tome V.

(3) Bibli. Hist. 4002, in-8°.

(4) Plaquette particulière. Bibli.

de campagne (1) en affirmant qu'on ne veut pas se soustraire aux « lois de police de subordination, d'ascendance seigneuriales » mais seulement abolir les droits oppresseurs dans l'intérêt de l'agriculture et du repeuplement des campagnes.

Au fur et à mesure que nous allons plus avant dans la révolution le ton se hausse.

L'adresse aux amis de la Constitution de Serre et Franois, le 1^{er} avril an IV, interpelle violemment les ci-devant :

« O barbare, aurais-tu le front de paraître devant celui dont tu as si souvent foulé les récoltes, avec tes chevaux, chiens, valets de chiens, piqueurs et laquais ? Viens encore nous faire prendre le 10^e, 11^e, 13^e ou 19^e de nos gerbes, de nos moutons, de nos poules... Viens encore nous dire que l'on te mène une grande partie de nos bois; viens encore nous commander de faire taire tes grenouilles pendant que tu prenais ton repos ou que tu te noyais dans le plaisir... Viens encore nous dire le jour de nos noces, la botte à la jambe, que tu as le droit de coucher, la première nuit, avec nos jeunes femmes qui étaient de ton goût... Viens, viens, tu seras bien étonné de trouver de fiers campagnards qui ne le peuvent pas assez être de leur liberté et de leur égalité... »

La « Société des Amis de la Constitution de Besançon » (2) attaque sur le même mode les nobles, « ces anthropophages ». Contre eux « forgez et préparez des piques... c'est ainsi que vous conserverez en paix vos biens, vos enfants, vos propriétés, vos personnes ».

L'avocat Christin (3) conteste de façon acerbe la propriété de la mainmorte : « Les nobles tiennent encore les chaînes de l'esclavage aux quatre coins du royaume; l'or-

(1) Hist., 4002, in-8°.

(2) 25 février, an 4.

(3) *Protestation d'un serf du Mont-Jura*, Bibli. Hist. 4007, 48 pages.

dre de Malte dans la Marche, les Rohan dans la Bretagne, un Evêque au Mont-Jura... Les serfs, aux beaux jours de juillet, maigres comme la mort, blanchis comme le temps, la faux à la main, descendent en troupes dans les plaines marécageuses de la Bresse... et le même grain nourrit à la fois le mainmortable et son cheval... » Et cette situation qui a touché le cœur de vingt-deux seigneurs est encouragée par les « vautours de Thémis... magistrats mercenaires qui lancent des arrêts contre l'autorité, comme Sixte-Quint fulminant des bulles contre Henri IV ». Quel est le fondement de cette propriété? demande une autre brochure (1). « Est-ce être absolu, arbitraire, que d'ordonner la restitution d'un bien ravi contre le vœu de la nature et de ne point parler d'indemnité? Où en serions-nous si, pour obtenir justice, il fallait avant toute chose indemniser le ravisseur qui nous dépouille? La liberté étant un don de nature, la richesse n'étant qu'un effet de la loi civile et politique, la propriété de la liberté doit passer avant la propriété de la richesse. Il suit de là que les souverains qui ont ajouté à la mainmorte des droits contraires à la liberté ont eux-mêmes attaqué la propriété la plus sacrée. Il suit encore que dans le choc de deux droits qui se combattent, l'on doit suivre l'ordre invariable de l'équité naturelle qui veut que les propriétés les plus anciennes et les plus imprescriptibles soient préférées à celles qui ne sont que de deuxième ordre. »

Certaines évocations historiques, notamment une brochure portant ce titre: « Les Gracches français », nous permettent de limiter la portée de ces écrits (2) et leur hardiesse apparente. « Les Gracches romains demandaient à un Sénat, devenu souverain par l'expulsion de ses rois, un nouveau partage des terres... Les Gracches

(1) Bibli. 230, 900, *Coup d'œil politique et philosophique sur la mainmorte*, par CLERGET, curé d'Ornans.

(2) Bibli. Hist. 4021, 12 pages.

français ont demandé au souverain des trente-deux nations la juste répartition des charges publiques entre les trois ordres, l'abolition de la torture, le rapprochement de la justice des justiciables, la suspension des peines capitales pour que le roi fasse grâce ou accorde révision, le partage des magistratures entre les nobles et les roturiers. ».

Les biens du clergé fournissent un prétexte à des propositions plus attentatoires à la propriété dans les « Réflexions philosophiques sur l'Assemblée des notables ». Il s'agit de réunir les maisons religieuses les moins nombreuses, de fixer la somme pour l'entretien de celles qu'on laissera subsister et de réunir le reste au Domaine de la Couronne. Les « Doléances et vœux d'un paysan franc-comtois », opinant « que tous les biens situés en France qui ne sont la propriété d'aucun particulier nommément, ni d'aucune société fixe, appartiennent réellement à la nation française », laissent percer une menace vis-à-vis de ces bénéfices dont la désignation est clairement spécifiée dans la suite.

Tous ces projets de réformes s'accompagnent d'exhortations au peuple à qui on cherche à donner conscience de sa force. Maintenant « que les mœurs ont changé, que le tiers par son nombre, ses connaissances, son industrie, infiniment plus puissant que les deux autres ordres, est devenu le nerf et le principal soutien de l'Etat aujourd'hui que son importance est reconnue et sentie... à la veille d'une révolution heureuse... il doit agir avec toute la force et l'énergie dont il est capable. »

Le peuple sent approcher une ère de souveraineté, il délaisse la soumission aveugle du passé et base les droits, dont il a cherché à dégager les éléments primordiaux, sur ces principes nouveaux de majorité qui deviendront la loi des démocraties.

Les journaux, d'une insignifiance notoire en Franche-

Comté, en 1789, au témoignage d'Arthur Young conservent durant toute la période révolutionnaire une grande modération. Dans les deux principaux : la *Feuille hebdomadaire* et la *Vedette*, on trouve surtout des articles anticléricaux, quelques articles de « neveux du Père Duchêne », et, même dans l'emphase grandiloquente, si particulière au style jacobin quand il s'agit des aristocrates, aucune velléité de dépossession.

« Peuple, proclame la *Vedette* du 9 août 1793, sonne le tocsin, lève-toi ; marche en masse contre tous les traitres ; érige un tribunal équitable et terrible, qui distingue les bons et mauvais, et frappe les criminels..., demande à chacun ce qu'il a fait pour la patrie et fixe-lui ses devoirs et ses obligations. »

La *Vedette* du 23 août 1793 met en garde le peuple contre les excès : « Nous avons toujours déclamé contre les riches, contre les agioteurs et les accapareurs, contre tous ceux dont l'égoïsme a causé tes malheurs, peuple, mais nous abhorrons le pillage et le vol ; les crimes, même d'un particulier, ne donnent aucun droit à ses voisins sur sa propriété ; le pillage serait un crime, et contre la nation, et contre les particuliers. On voudrait te porter à piller les magasins et les marchands ; deux malheurs en résulteraient nécessairement ; le peuple serait avili et dégradé, une disette fatale succéderait bientôt à un instant d'abondance, et rien ne pourrait réparer un pareil malheur. »

*
* *

Toutes ces manifestations ne pouvaient rester lettre morte. Les événements qui avaient entouré la convocation des Etats et révélé l'intransigeance des privilégiés, les circonstances de l'hiver de 1789, la situation économique, avaient aggravé l'animosité du peuple et provoqué son impatience.

Elle ne devait pas tarder à se traduire en actes. Le 30 mars 1789, le prix du blé s'étant élevé à 7 l. 10 sols la mesure de trente litres, le peuple de Besançon pilla les boulangeries. Un conseiller au parlement voulut intervenir. La colère du peuple se tourna aussitôt contre lui et contre les magistrats compromis par leur opposition notoire aux vœux du pays. Leurs maisons furent assaillies et leur vie mise en péril. Cette rébellion trouva un appui tacite auprès de l'autorité militaire. Le marquis de Langeron, commandant supérieur de la province, dévoué aux idées nouvelles, et dont le gendre, le prince de Saint-Maurice, s'était séparé de son ordre pour faire cause commune avec le tiers, ne fit intervenir la troupe que tardivement. Un piquet de cavalerie assista, sans s'y opposer, à l'attaque de la maison du président Talbert de Nancrey.

L'explosion d'un baril de poudre au château de Quingey, près Vesoul, pendant une fête populaire, produisit d'autres émeutes et fut le signal de la destruction des châteaux. Le peuple fut d'autant plus porté à y voir un guet-apens que le propriétaire du château était un conseiller au parlement.

Au printemps de 1790, la foule s'émut à nouveau à Besançon de ce que des voitures de grains sortaient de la ville. Les conducteurs furent assaillis et les voitures ramenées à la Halle.

Dans les campagnes, l'annonce de la suppression des droits féodaux avait suscité des enthousiasmes qui s'enhardissaient jusqu'à la violence. L'avocat Rouget avait donné aux paysans du marquis de Chayla une consultation concluant au non paiement des redevances. Elle se propagea dans les villages et échauffa les esprits, au point que, quand M. de Marnesia, député à l'Assemblée nationale, vint dans la province, il faillit être molesté. On

dut songer à le reconduire à Paris, sous escorte. Après son départ, son château fut envahi et saccagé (1).

Les habitants des communautés dépendant des Bernardins de la Grâce-Dieu détruisent les titres de propriétés de l'abbaye en déclarant « qu'étant du Tiers Etat, ils dominent sur les abbés et les religieux, attendu que la domination de ceux-ci a duré trop longtemps ».(2)

Ces agissements se généralisent. Les paysans des villages de Montgesoye, Lods, s'assemblent à Chantrans chez le notaire Bole (3). Ils saccagent sa maison, brûlent les titres et papiers des seigneurs et l'obligent, sous prétexte d'amendes indûment perçues, à rembourser sur le champ, puis à leur souscrire des billets.

A Mouthe, les paysans mainmortables du prieuré sonnent le tocsin et brûlent le livre de justice faisant mention des amendes à payer. Les esprits ne se calmèrent dans la province que le 4 août, à la nouvelle de l'abolition des droits répandue par une lettre des deux députés du bailliage de Dôle : d'Epercy et Grenot.

(1) Arch. Nat. H. 784, *Lettres* de M. de LANGERON.

(2) Cité par TAINÉ, *Révol*, p. 28.

(3) *Mémoires* de Guill. Varnier de Bians, seigneur d'Usier, Chilly, Chenecey, Mouchard. Lieut. des maréchaux de France. Bibli.

CHAPITRE III

Analyse et sens des manifestations révolutionnaires

La Révolution nous révèle-t-elle un esprit d'égalité socialiste, comme l'ont prétendu certains historiens ; pouvons-nous retrouver dans ses diverses manifestations (écrits ou gestes), une volonté de bouleversement et de substitution d'un régime social nouveau à l'ordre ancien basé sur la propriété individuelle ?

La difficulté d'interpréter un mouvement aussi important que la Révolution française est signalée par M. Lichtenberger (1) : « Désignez — dit-il — sous le nom de socialisme, comme on le faisait autrefois, tout mouvement général de réforme humanitaire : toute la révolution française est socialiste comme le veut Louis Blanc... Réduisez-le, au contraire à une doctrine économique, à une théorie particulière de la production et de la répartition : vous n'en trouverez presque plus, comme font Marx et Malon. Regardez n'importe quel acte de

(1) *Le Socialisme et la Révolution française*, p. 8.

brigandage comme un témoignage de socialisme... vous travestirez celle-ci comme a fait Taine, en une formidable explosion de socialisme anarchique... »

Cette indécision, dérivée de prémisses mal établies, montre la nécessité absolue de nous reporter, avant toute conclusion, à notre définition du socialisme dont les deux termes : égalité de fait, — suppression de la propriété privée et socialisation, seront le critérium.

En recherchant successivement dans les Cahiers, les Brochures et les Actes, les tendances populaires en 1789, nous verrons si elles décèlent quelque trace de socialisme.

Un fait incontestable, reconnu par M. Aulard lui-même, c'est l'attachement général aux institutions monarchiques au début de la révolution.

Le peuple s'adresse au Roi comme à un père mal éclairé mais bienveillant, vers lequel monte sa prière ardente et ses supplications.

« Nous vous adorons, Roi tout-puissant, et vous reconnaissons pour le Roi des Français. » (1).

A la République, personne ne pense; de changer la forme du gouvernement, nul n'a l'idée. A Velesmes, à Mesmay (2), à Palantin, à Quingey... partout les habitants sont prêts à sacrifier leurs fortunes et leurs vies en reconnaissance des bontés du roi et pour le maintien de la Couronne de France sur sa tête et celle de son auguste postérité « pour appuyer ses vues de bienfaisance et ne pas permettre que les ennemis de son repos et du bonheur de son peuple fassent valoir leurs ambitieuses prétentions qui tendent à la ruine des fidèles sujets de Sa Majesté et à dénaturer sa couronne ».

*
* * *

(1) Bibli. Hist. 4039, tome XI; *Te Deum* du Tiers, 16 pages.

(2) PICALLET, *Petit-Comtois*, mai 1905.

Les campagnes ont surtout parlé par les Cahiers. La véritable description de leur état, de leurs aspirations, se trouve dans ces documents qui sont une sorte d'auto-biographie de la vie rurale au XVIII^e siècle.

On parle d'égalitarisme ; mais de quelle égalité s'agit-il dans les Cahiers ? Est-ce une égalité socialiste, absolue et niveleuse, que l'établissement d'un régime douanier identique dans tout le pays, une plus juste répartition des charges, l'accès plus élargi à tous les emplois du Royaume, une même justice pour tous ?

« Est-ce renverser le Corps de la Noblesse que d'exiger qu'elle contribue à toutes les impositions, quelles qu'elles soient, quand l'égalité a été établie d'une manière si solennelle ? Vous ne prétendez point, Messieurs, détruire la Noblesse, mais seulement secouer le joug de privilèges injustes qui vous écrasent. Qu'elle conserve ses fiefs, ses honneurs, mais que l'on vous ouvre la porte pour y parvenir. » (1).

Qu'est-ce que cette « égalité individuelle et morale » dont parle le député de campagne ? Sinon le désir « que la propriété du pauvre soit respectée autant que celle du riche, que la cabane couverte de chaume soit protégée comme le palais des rois » ? (2). Égalité des droits, assurément, mais égalité de fait, nous ne le croyons pas.

D'ailleurs, les cahiers s'en défendent. Celui de Bourguignon-sur-le-Doubs le proclame : « Cessez de nous dire que nous demandons l'égalité des conditions ; nous ne disputons ni les prérogatives de la naissance, ni la police de vos terres, ni vos droits équitables payés comme nous.... » (3)

Ces revendications si modérées ne traduisent pas un sentiment de révolte ; elles trouvent leur origine dans les

(1) Bibli. Hist. 4039, *Jugement du Champ de Mars*.

(2) Avis du jurisconsulte Allobrage, Bibli, plaquette particulière.

(3) *Archives du Doubs*.

volontés du pouvoir royal, souvent affirmées, mais dérivées par la ruse et l'intrigue des privilèges, de voir chaque ordre s'acquitter de la part qui lui revenait des charges de l'Etat.

M. Faguet soutient pourtant dans ses *Discussions politiques* que, sous ces demandes de réformes législatives et administratives, se cache cette pensée que « tout est pour les grands et rien pour les petits » et que cette idée, c'est l'idée d'égalité en puissance et déjà en germe.

Mais ce n'est qu'une manifestation de l'éternelle envie qui dévore les hommes, et s'attaque aussi bien aux inégalités naturelles qu'aux inégalités sociales. Tout est pour les grands, mais tout est aussi pour les plus forts et l'envieux n'est pas toujours un égalitariste. On peut regretter la dissemblance fatale des conditions, en chercher l'atténuation dans des moyens progressifs et appropriés, sans favoriser l'éclosion du socialisme. Les sociétés modernes voient au contraire dans ce procédé un moyen de conservation et de lutte contre ceux qui les attaquent.

La pensée révolutionnaire, après même qu'elle eût pris un plus grand développement, traçait nettement ses limites. « L'égalité de droits — disait le journal le 9 *Thermidor*, de la 3^e année républicaine (1) — qui n'est pas plus dans la nature que l'égalité de force, d'agilité, d'intelligence et de talents, est un effet du pacte social; c'est un bienfait de la constitution démocratique. Ce bienfait doit être modifié et dirigé par le législateur avec la plus grande sagesse... »

Nous sommes loin du « Manifeste des Egaux » et de son dilemme : « L'égalité réelle ou la mort. »

La Propriété, dans les écrits que nous avons examinés, est l'objet d'observations différentes suivant les

(1) Bibli., Besançon.

objets ou les biens auxquels elle s'applique; les propositions varient selon qu'il s'agit de droits féodaux, de biens d'Eglise, du domaine du Roi ou des biens des fermiers d'impositions.

Tout en demandant la suppression des droits féodaux, le peuple tient à témoigner de son respect aux institutions existantes, et il affirme qu'il n'en veut ni aux richesses ni aux honneurs des autres ordres (1).

C'est au nom du principe de propriété qu'il proteste contre les souverains qui, en ajoutant à la main-morte des droits contraires à la liberté, ont eux-mêmes attaqué la propriété (2) ».

C'est au nom des intérêts de l'agriculture qu'il condamne ces banalités et cet odieux droit de chasse si préjudiciable aux récoltes.

Il veut une révolution économique et non pas une révolution sociale.

A la base de toute possession, il réclame un titre. Comment s'étonner que les paysans de 1789 en aient exigé du seigneur pour justifier de ses droits? Depuis le milieu du siècle (3), la Féodalité est en contestation avec ses sujets. Lorsqu'on a refait les terriers et redressé les rôles, les feudistes usèrent de manœuvres abusives, augmentant partout les charges. Le peuple va donc en usant des formes légales que l'on veut bien lui concéder, porter le litige devant les Etats généraux et parfois faire valoir ses titres propres, tels les habitants des Verrières-de-Joux demandant confirmation de l'affranchissement des droits seigneuriaux en conformité de la charte de Jeanne de Joux, du 26 juillet 1396.

D'ailleurs, de nombreux droits féodaux ne trouvaient plus leur justification à la veille de la révolution, ni dans

(1) Arch. Etats de Comté, n° 107.

(2) Bibli., 230, 900.

(3) Doniol.

une concession, ni dans un service rendu. Ils étaient devenus « sans objet » et leur suppression ne violait aucune propriété légitime.

Les droits de fouage, de terrage, dont l'origine remontait à la protection accordée par les seigneurs aux manants, alors que vers 1636 les armées suédoises, puis celle de Saxe-Weimar et du prince de Condé s'abattaient sur la Comté, étaient devenues sans motif depuis que « le roi Louis XVI tient bonne police ». Il n'y a donc rien de subversif dans ce vœu d'être déchargés de droits très onéreux pour des causes qui ne subsistent plus et qui auraient dû être éteintes du moment que les seigneurs ont cessé de remplir les obligations pour lesquelles ces mêmes droits avaient été créés. (1)

Tous les droits honorifiques et serviles sont périmés. On le sent si bien que le clergé du bailliage de Besançon déclare qu'on pourrait détruire la mainmorte réelle « sans blesser la loi sacrée de la propriété ».

Le respect des coutumes les plus injustes est encore si profond que les communautés offrent presque toujours le paiement d'une indemnité pour se libérer, même à l'égard de la mainmorte. Elles sont plus modérées sur ce point que la Constituante qui, après avoir distingué les droits personnels des droits réels reposant sur une concession de fond établie par le contrat de fief ou de cens, décréta le rachat de ces derniers, à l'exclusion des droits justiciers, honorifiques ou serviles.

Si, en mars 1790, les députés du Doubs cherchèrent à obtenir de Merlin au Comité des droits féodaux la suppression des droits représentatifs du rachat de la mainmorte-réelle, c'est qu'ils ne voyaient pas de possession compatible avec des abus attentant à la liberté de la personne humaine.

Les attaques contre les Biens du Clergé sont plus har-

(1) Cahier de Châtillon-sous-Maiche. *Arch. du Doubs*.

dies et plus violentes : restitution de la dîme aux curés desservants, limitation des bénéfices, réunion au Domaine de la Couronne.

Il suffit, pour remonter à leur origine, de se souvenir quelles étaient les relations du haut Clergé, puissant et riche, avec les pauvres vicaires sur le sort desquels s'apitoyait Voltaire. Ainsi s'explique la pensée qui inspira ces projets. Ils procèdent principalement de la haine du bas-Clergé vis-à-vis des « patrons » et des abbés commendataires, et se renforcent de l'imprécision des droits du Clergé en matière de possession. Depuis longtemps, la royauté (1) s'attribuait à l'égard des biens du Clergé des droits plus étendus que sur tout autre ordre de biens. Elle considère que dans des circonstances exceptionnelles, elle peut, d'autorité absolue, user des biens de l'église pour la défense de l'état? Cette thèse familière aux gouvernements inspira sans doute l'auteur de la Lettre d'un député de campagne (2) qui voyait dans l'aliénation un moyen de combler le déficit.

La théorie est si peu suspecte que les Bénédictins de l'Abbaye Saint-Vincent de Besançon, « sensiblement touchés des besoins de l'Etat » et voulant donner à la Nation des preuves de patriotisme, déclarent faire l'abandon de tous leurs biens et s'en rapporter pour leur subsistance et leur entretien à la sagesse de l'Assemblée nationale.

Il faut généralement rattacher à des circonstances occasionnelles des propositions comme celles de la commune d'Adam et du Tiers de la ville de Besançon, qui tendaient à la mise en vente des Domaines du Roi.

Dans l'ancienne Monarchie, les biens du roi se confondaient avec ceux de l'état; quand les finances étaient obérées, ils formaient une masse commune dont la vente

(1) LICHTENBERGER, p. 247.

(2) Bibli. Hist. 4002, in-8°.

contribuait à alléger la dette. Louis XIV exprimait cette idée dans un édit de mars 1695 : « Le moyen le plus ordinaire — dit ce monarque — dont les rois, nos prédécesseurs, se sont servis pour subvenir aux besoins de leur Etat, a été l'aliénation de leurs domaines. »

En tout cas, le texte du cahier ne laisse aucun doute sur l'intention de ses auteurs, puisqu'il spécifie que la vente aura lieu pour éteindre la dette nationale.

Quant à la mainmise sur les biens des fermiers, elle s'inspirait encore d'une pratique de l'ancien régime. La confiscation faisait partie des fruits de haute justice et les fermiers d'impositions par leurs exactions et les sommes énormes qu'ils tenaient du peuple étaient suspectés de vol. En leur personne, on ne vise pas le propriétaire, mais le collecteur qui faisait fouiller la chaumière et saisir impitoyablement les hardes. La vengeance dressée contre eux remonte aux vices de toute l'organisation administrative du passé; elle n'a nullement l'intention de dépasser ces étroites limites en érigeant en système de réforme sociale ses impulsions irréfléchies et instinctives.

*
* * *

La publication de plaquettes et de brochures, durant la Révolution, se développa dans les villes. Ces feuilles en reflètent la mentalité plus indépendante, plus osée, plus âpre, allant parfois jusqu'à la violence. Elles traduisent aussi leurs origines par le style qui, même lorsqu'il s'applique aux souffrances des campagnes, porte encore la marque de ses auteurs. On sent là l'existence d'une société plus cultivée, nourrie d'idées nouvelles, et dans les habitudes de langage, à une forme empreinte d'un pli professionnel, l'action particulière de certaines individualités : ecclésiastiques ou hommes de loi.

Il ne faut pas se hâter de tirer des conclusions des vio-

lences de quelque « Jurisconsulte Allobroge » sans, au préalable, reconstituer la physionomie des événements. Toutes ces manifestations ont besoin d'être situées dans leur cadre pour être jugées exactement.

Représentons-nous l'enthousiasme d'une bourgeoisie si longtemps repliée sur elle-même, méprisée par les autres ordres, pénétrée par les théories philosophiques à l'instant où on lui rend une liberté d'action qui lui prépare un sort plus digne de ses mérites.

« Considérez — dit Taine (1) — les jeunes gens qui ont 20 ans aux environs de 1780, nés d'une maison laborieuse, accoutumés à l'effort, capables de travailler douze heures par jour, un Barnave, un Carnot, un Rœderer, un Merlin de Thionville, un Robespierre, race énergique qui sent sa force, qui juge ses rivaux, qui sait leur faiblesse, qui compare son application et son instruction à leur légèreté et à leur insuffisance, et qui, au moment où gronde en elle l'ambition de la jeunesse, se voit d'avance exclue de toutes les hautes places, reléguée à perpétuité dans les emplois subalternes, primée en toute carrière par des supérieurs en qui elle reconnaît à peine des égaux. » (2)

Dès la fin de 1788, elle est aux prises avec la Noblesse et appuie par ses brochures la très vive campagne menée en Comté pour le mode de votation aux états.

Les avocats jouent un rôle considérable dans ce mouvement. La révolution est le règne de l'avocat (3); tantôt il prendra la place des magistrats et viendra s'asseoir comme juge sur le siège de la vieille magistrature expul-

(1) Bibl., page 410.

(2) M. Brunetière a fait remarquer que l'édit de 1781 sur l'état des officiers, s'il avait été en vigueur sous Louis XV, aurait empêché Chevert d'être lieutenant général et, sous Louis XIV, Fabert et Catinat de devenir maréchaux de France. Dans le domaine ecclésiastique, ni Bossuet, ni Massillon, fils de notaire, ni Fléchier, fils d'un épicier, n'eussent pu devenir évêques.

(3) ESTIGNARD, tome I, p. 313.

sée, exilée ou incarcérée; tantôt, il figurera au nombre des administrateurs du département ou du district ; tantôt il se mêlera aux luttes politiques d'une manière plus active encore. Les avocats se trouveront ainsi appelés à une vaste carrière. Le barreau se recrutait dans la bourgeoisie, dans le haut commerce; il avait les sympathies de la population, il connaissait ses aspirations et ses besoins. Le Tiers Etat devait aller spontanément aux avocats, parce que, de longue date, il s'était habitué à leur confier ses plaintes.

Nous voyons figurer parmi eux Jean-Baptiste-Victor Proudhon (1), Lapoule, Antoine Melchior, Nodier, Christian, ami de Voltaire, Quirot, Rambourg, le maire de la ville de Besançon.

L'avocat Marchal présidait le district de Baume, l'avocat Gauthier celui d'Ornans, l'avocat Masson celui de Pontarlier. Dubois-Grancé fait, dans son livre sur « Nos législateurs », l'éloge de Lapoule. C'est lui qui, dans la nuit du 4 août, combattit le plus rudement les droits honorifiques et les banalités et qui, plus tard, attaqua la possession du clergé, en déclarant que l'Ecriture sainte veut un clergé complètement détaché des biens de ce monde. Les « Actes des Apôtres » s'exprimaient flatueusement à son sujet : « La Grèce eut ses Lycurgue, ses Solon ; Rome son Numa ; la France aura ses Cottin, ses Lameth et ses Chapelier, Target et Barnave, ses Lapoule et tant d'autres qui font l'étonnement de l'Europe attentive. »

C'est l'homme de loi, le petit procureur de campagne, l'avocat envieux, qui a conduit le paysan et rédigé libelles et pamphlets. Il ne rêve pas d'une organisation communiste et de bouleversements profonds. Il stigmatise le privilège, il enfle sa voix, se fait menaçant et enveloppe

(1) Simple homonyme du célèbre Proudhon (Pierre-Joseph), né à Besançon, en 1809.

sa haine dans les principes et dans les déclamations philosophiques.

Ne nous laissons pas prendre à ces déclamations et à ces hardiesses. Les physiocrates, les plus fermes partisans de la propriété, en ont souvent donné l'exemple. De même, Necker, qui n'était certes pas un révolutionnaire, est, dit Lichtenberger (1), aussi hardi en paroles que Rousseau. Il y avait eu, au XVIII^e siècle, un abondant dilettantisme d'utopies sociales. Pour demander les réformes les plus modestes, on se croyait tenu d'établir les principes les plus subversifs et de proférer les imprecations les plus formidables. »

Sous ces formules, dénuées de pensée profonde, n'apparaissent qu'une grandiloquence pompeuse et un verbiage purement spéculatif. Aucune originalité, aucune précision qui dénote un système mûri et équilibré, mais seulement une ornementation décorative si nettement empruntée aux philosophes en vogue qu'on pourrait dire pour chaque socialiste ou pseudo-socialiste de la Révolution, l'écrivain du XVIII^e siècle où il puise ses maximes (2).

La « Profession de foi politique d'un député (2) », après avoir vitupéré contre les deux premiers ordres, sous l'égide de Montesquieu et de Rousseau, conclut que « le clergé et la noblesse sont essentiels à l'état social comme les couleurs le sont à l'étoffe. »

On sent à quel point cette pénétration de doctrines émancipées est superficielle et de pure forme en voyant les quatre bailliages manifester, en 1789, l'intolérance la plus complète à l'égard des cultes autres que le culte catholique (3).

(1) LICHTENBERGER, p. 55, p. 282.

(2) Bibli. Hist. 4002.

(3) *Arch.*: A. Villers-sous-Blamont, les catholiques ont refusé d'insérer dans leur cahier les revendications des hommes de la confession d'Augsbourg. Cette communauté a deux cahiers: un catholique et un protestant.

Après cet examen, nous croyons pouvoir conclure que le socialisme est absent de ces divers écrits puisqu'il n'y est pas question d'égalité de fait et que les moyens d'amélioration ne sont pas cherchés dans une transformation radicale du régime de propriété. Partout, au contraire, on en proclame le respect. Dans ces projets, nul ne peut voir d'atteinte à des possessions dont le titre était vicié, tels les droits féodaux, où dont la réalité restait indéterminée dans l'ancienne monarchie, tels le domaine du roi et les biens du clergé. Il n'y a pas davantage de violations des principes fondamentaux dans les mesures inspirées par les circonstances : détresse financière ou nécessité de sanctions contre les concussionnaires.

Les brochures ne sont pas plus significatives. La noblesse, elle-même, se complaisait à cette époque à ces récréations de beaux esprits ; la mode était aux philosophes.

Ces manifestations sont inséparables de leur milieu. Quand on pénètre la vie de la société française avant 1783, elles paraissent singulièrement atténuées.

*
* *

Il est incontestable que la révolution s'accompagnât d'actes de violence : incendies, destruction de châteaux et de titres de propriété dans les campagnes ; émeutes et pillages dans les villes. Faut-il voir là un symptôme d'esprit socialiste et doit-on interpréter tout acte de brigandage comme l'expression d'une théorie consciente qui commence par détruire pour rebâtir ensuite d'après les plans qu'elle s'est tracés ? Ce serait mal comprendre la mentalité des campagnes en 1789.

Au moment de la rédaction des cahiers, on invite les paysans à parler, et tout d'un coup ces gens à qui, selon

le mot de d'Argenson, leurs maux semblaient « une chose de nature comme l'hiver ou la grêle » en mesurent toute l'étendue.

Leur pensée se tend alors de toute sa force vers ce but inespéré, leur élan est prêt et le moindre incident les jettera dans l'action. En Franche-Comté, dans le courant de juillet 1789, on vit passer, pendant plusieurs semaines, de villages en villages, des porteurs de nouvelles (1) annonçant que les Etats Généraux allaient abolir les dîmes, cens, redevances de toutes sortes, que le roi y consentait, mais que les paysans devaient secourir les pouvoirs publics en allant eux-mêmes demander la destruction des titres. On produisait des arrêts du Conseil du roi, autorisant ces violences...

Pour armer les campagnes et les rassembler, on fit croire que 2.000 brigands, sortis des Vosges, arrivaient pour détruire les récoltes. « J'ai vu, dit l'auteur du mémoire, afficher à Pontarlier, l'ordonnance de M. de Laugéron, pour prendre les armes contre les brigands sortis des Vosges, à côté de l'affiche signalant la fuite de M. de Mesmay de Quincey. »

Le 3 août 1789, le comte de Clermont-Tonnerre signalait, à l'assemblée, que les paysans croyaient avoir reçu des ordres impératifs et « des avis que S. M. le voulait ainsi (2) ». Les fausses nouvelles et l'ignorance furent surtout les deux mobiles de violences. A ce moment, l'esprit des manants était tout de docilité et gardait, à travers ses espoirs de libération, le respect de la féodalité. Il faut arriver en 1790 pour voir dans les idées un changement, d'ailleurs bénin — qu'illustre un incident caractéristique — de la mentalité des campagnes. A Chevigney-les-Vercel, le comte Belot de Fussey s'était mis, selon l'usage, à la tête de la procession, quand un vigou-

(1) *Mémoires* de Guill. Vernier de Bians. Bibli.

(2) Pièces du Comité des recherches.

reux paysan, le prenant vivement par le bras, le retira en arrière en lui disant à haute voix : « Cela était bien autrefois, Fussey, maintenant c'est autre chose ; à nous d'aller les premiers. »

En 1789, la misère préoccupait davantage que la préséance. Arthur Young (1) s'en aperçut en traversant la Franche-Comté. Un peu avant l'Isle-sur-Doubs, il fut arrêté pour n'avoir pas la cocarde du Tiers Etat. Un prêtre, dans la rue, lisait à haute voix des nouvelles (26 juillet) de Belfort et affirmait que la position du peuple s'améliorerait, mais qu'il ne fallait pas se bercer de l'idée que les impôts disparaîtraient complètement. On ne parlait que d'impôts. A. Young fit une conférence sur l'incidence de l'impôt en Angleterre qui dégrevait les pauvres et surchargeait les riches. « Pas un mot de ce discours qui ne fût approuvé par mes auditeurs, dit-il ; ils parurent penser que j'étais un bon diable, ce que je confirmai en criant : « Vive le Tiers sans imposition ! »

Dans les villes, où s'abritent des éléments louches toujours prêts à la révolte, les émeutes furent dues à cette question des subsistances qui joua un grand rôle dans les agitations de l'ancienne France et devait précipiter les femmes de Paris sur Versailles, pour en ramener, suivant leur expression, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». L'année 1788 avait été mauvaise pour les récoltes ; l'hiver fut le plus dur qu'on ait vu depuis celui de 1709. Le Doubs resta gelé sans interruption pendant deux mois et, en janvier, des inondations accrurent les dégâts. Les approvisionnements étaient difficiles ; on craignait la famine. La charité se manifestait largement ; les bourgeois donnaient jus-

(1) Bibli., *Annales franc-comtoises*, t. X, p. 101.

qu'aux boucles de leurs souliers. Malgré tout, le prix des grains monta et quand la mesure de blé se vendit plus de 7 livres, ce fut l'émeute.

La majorité du public ne partageait pas l'état d'esprit insurrectionnel. On s'en aperçut quand l'avocat Rouget eut donné aux tenanciers du marquis de Chayla son avis de droit tendant à les dissuader du paiement des redevances seigneuriales pour 1789. Il fut traduit devant le corps municipal de Besançon et arrêté (1).

Les journaux mettent en garde contre les factieux.

La Vedette du deuxième jour de la dernière décade du premier mois de l'an II de la République Française proteste contre les pillages : « A peine la taxe a-t-elle été connue qu'on s'est porté en foule chez les négociants... On a vu, avec peine, des mal intentionnés qui

(1) Bibli. Rég. des délibérations municipales du 13 novembre 1789 :

« Considérant que l'avis du sieur Rouget est absolument contraire aux articles décrétés par l'Assemblée nationale les 4, 6, 7, 8, 11 avril dernier et particulièrement l'art. 1^{er} qui, à la vérité, détruit entièrement le régime féodal et abolit sans indemnités les droits et devoirs tant féodaux que casuels, ceux qui tiennent à la mainmorte réelle ou personnelle, et à la servitude personnelle, et ceux qui les représentent mais déclarent en même temps que tous les autres droits seigneuriaux rachetables suivant le prix et le mode du rachat à fixer par l'Assemblée nationale, continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement ;

« Considérant encore que l'avis du sieur Rouget, avocat éclairé et instruit, avis également faux dans les principes et dans ses conséquences tend aussi à bouleverser l'ordre social et à exciter dans toutes les communautés de la province en ces temps difficiles et orageux, une fermentation dangereuse et un refus de paiement de redevances légitimes attentatoires aux droits sacrés de la propriété. »

L'Assemblée fait comparaître Rouget devant elle.

« Le dit sieur Rouget entendu, même sur la récusation qu'il a faite des officiers municipaux, est arrêté, l'Assemblée ayant considéré l'avis comme séditieux et incendiaire. » L'Assemblée décide, en outre, que cette délibération sera rendue publique et répandue dans les différentes communautés du bailliage pour que celles-ci ne puissent prétexter aucun motif de refus des droits et redevances réelles et légitimes qu'elles doivent à leur seigneur ; et qu, suivant les décrets même de l'Assemblée nationale, elles sont tenues et obligées d'acquitter jusqu'au remboursement suivant le prix et le mode de rachat que cette auguste Assemblée doit fixer. »

s'étaient glissés dans la foule, arracher de force les marchandises et profiter du désordre pour s'en emparer sans les payer. Qui ne sent les maux incalculables que peut produire une pareille conduite ? ».

La fidélité au régime social persiste à travers ces troubles et malgré la marche des événements.

Le 16 juin 1793, l'assemblée générale des corps administratifs, les membres des sociétés populaires, les députés des administrations, districts, communes, comprenant des membres de Besançon, Quingey, Ornans, Pontarlier, Baume, Saint-Hippolyte jurent : « de maintenir la République une et indivisible, de ne souffrir aucun despote, sous quelque dénomination que ce soit, de respecter les personnes et les propriétés et de les défendre comme étant le gage de la sûreté publique et du pacte social (1) ».

Nous avons établi le bilan des gestes révolutionnaires et, dès à présent, l'opinion que nous pouvons avoir de l'esprit public se dégage avec plus de netteté : il nous semble permis d'affirmer qu'il ne contenait aucune volonté d'égalitarisme absolu et que ses manifestations n'avaient pas la moindre signification socialiste.

Le cerveau fruste des paysans de 1789 n'avait pas grande place pour la pensée. Dans l'isolement absolu, sans nouvelles, sans autre enseignement que le prône du dimanche, tout entiers au souci du pain quotidien et de l'impôt, ils ne vivaient que d'instinct : instinct de docilité à leur maître, instinct qui leur dictera ensuite des sursauts de bête blessée pour devenir, plus assagi, l'orgueil de « fiers campagnards » dans la griserie d'une récente liberté.

Maintenant qu'ils ont, suivant le mot de Michelet, réalisé leur « mariage avec la terre », la propriété n'aura pas de plus fermes défenseurs.

(1) *Archives*, l. 201, registre des délibérations.

Dans les villes où la populace est plus bruyante, la bourgeoisie voit lever avec trop de fruit les ferments d'indépendance qu'elle a semés, mais, derrière l'émeute, il n'y a pas toujours une révolution sociale.

Les écrits d'esprits aigris avaient animé le peuple préparé par l'indigence. S'ils furent dépassés par quelques fauteurs de trouble, on n'a pas le droit de confondre le cri de l'envie ou de la faim avec l'« égalité réelle ou la mort » (1). Celui-ci ne retentit jamais en Franche-Comté.

*
* *

Que les privilégiés aient vu dans la suppression des droits féodaux une atteinte à leurs propriétés, le fait est incontestable.

Le cahier du clergé de Besançon, tout en condamnant le droit de retenue, dit que « comme depuis un temps immémorial, les seigneurs sont en possession de ce droit, on ne pourrait, sans les indemniser, les restreindre aux conditions du retrait lignager. Le député n'adoptera aucun plan à cet égard que le droit de propriété ne soit sauf. »

Une brochure intitulée « Réflexions d'un citoyen » (2) se prononce dans le même sens, « n'est-ce pas attaquer la propriété de faire payer les fiefs comme les biens roturiers ? La plupart ne furent achetés plus cher qu'en faveur des privilèges qui y ont été annexés. Augmenter de préférence l'impôt sur les fiefs, c'est diminuer la valeur de leurs propriétés. »

Ce sentiment de légitimité de certaines propriétés a permis aux auteurs modernes des conclusions et des rapprochements que nous examinerons brièvement.

(1) BABEUF.

(2) *Arch. Etats de Comté*, n° 108.

M. Aulard (1) estime que l'abolition des droits féodaux c'est du socialisme, car ces droits passaient alors pour une propriété aussi sacrée qu'aujourd'hui celle du Code civil. M. Lichtenberger (2) affirme de son côté que l'abolition est un acte socialiste, analogue à celui qui consisterait à effectuer aujourd'hui la suppression des capitaux : « Le capital, dit-il, aux yeux de ses possesseurs, a un caractère sacré comme les droits féodaux aux yeux de ceux qui les possédaient. Par des procédés analogues à ceux employés en 1789, on pourrait opérer contre les privilégiés d'aujourd'hui. On pourrait distinguer aujourd'hui dans le capital celui qui est dû au travail personnel et celui qui est dû au travail de l'argent, ce dernier illégitime et à supprimer. »

L'argument est spécieux. Il est certain qu'avec une définition nouvelle et arbitraire de la propriété, on arriverait à tout ce qu'on veut, mais il n'en reste pas moins certain que le capital est une propriété au sens complet du mot et qu'il n'en était pas de même des droits féodaux. Par la dissociation des droits qui, dans la théorie féodale, créaient les notions de domaine éminent et de domaine utile, l'illusion s'est glissée d'une possession dont la suppression lésait des intérêts. En réalité, la véritable propriété était le domaine utile ; les redevances du vassal n'étaient pas un fermage mais une obligation issue d'un droit réel grevant un immeuble. Les droits féodaux n'étaient pas de la propriété ; leur abolition, si elle gêna des droits acquis, n'opéra pas un transfert de biens. Elle supprima seulement des droits qui diminuaient la propriété.

M. Espinas (3) soutient que les arguments par lesquels on essaye de démontrer l'illégitimité des censives.

(1) *Revue de la Révolution française* au 14 juillet 1893, p. 89-90.

(2) P. 235.

(3) P. 120.

n'avaient aucune valeur théorique. « En supposant, dit-il, que toute propriété féodale remontât à l'invasion, il eût fallu pour que la thèse des publicistes d'alors fût vraie, qu'il fût démontré que les terres conquises appartenaient aux ancêtres des paysans actuels, nominativement en toute propriété, démonstration impossible : la transmission de la tare provenant de la conquête dont on prétendait que la propriété des nobles était frappée, supposait l'hérédité, dans les familles roturières prétendues dépouillées, d'un droit défini qu'aucun titre ni juridique, ni moral, n'établissait. »

Nous reconnaissons avec M. Espinas que l'origine première des propriétés (1) est impossible à établir, mais il faut admettre la réciproque et reconnaître que, faute de titres, la preuve reste tout aussi incertaine au profit du seigneur que contre lui. Il ne pouvait invoquer que la prescription. Or quelle est la valeur, sinon juridique, du moins morale, de cette base d'appropriation ?

La filiation entre ceux qui avaient été dépouillés et les familles roturières pouvait se faire selon la conception qu'avait l'ancien régime des éléments constitutifs de l'Etat. L'individu comptait peu avant la révolution ; tout était groupement : communautés féodales, villes franches, corporations, ordres dans l'Etat. N'était-il pas possible de relier, dans cette translation de droite, le Tiers Etat, comme corps, au peuple dépouillé par l'usurpation primitive ? L'assimilation faite par M. Aulard nous semble aussi peu justifiée. « La destruction de la propriété féodale et la mise à la disposition de la nation des biens du clergé était, dit-il, du socialisme tout comme le serait aujourd'hui la socialisation des mines ou des chemins de fer. » C'est oublier que la socialisation des mines ou des chemins de fer serait une diminution du

(1) En admettant que ces droits fussent vraiment une propriété, ce que nous avons dit inexact.

domaine de la propriété privée, effet diamétralement opposé à celui de la vente des biens d'église, dont le résultat fut d'augmenter ce domaine. Les biens d'Eglise, en effet, étaient possession en quelque sorte corporative et portant de ce fait une empreinte communautaire. Objectivement, les deux mesures ne sont pas de même ordre, et c'est le seul point de vue que l'observation de M. Aulard mette ici en jeu. Il y a entre elles toute la différence qui sépare la restriction qu'apporterait le socialisme à la propriété privée et le développement de la propriété privée qu'a voulu la révolution.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite de la société française, avant 1789, nous a permis de déterminer les limites du mouvement révolutionnaire en Franche-Comté, en le rattachant à ses véritables causes.

Les paroles de Mirabeau disant que « la révolution a été préparée par le sentiment des maux de la nation bien plus que par le progrès des lumières », n'étaient-elles pas justifiées ?

Par les cahiers et par tous les écrits qui foisonnent à cette époque, nous avons pu fixer le sens d'aspirations réduites aux préoccupations de l'existence, sans rattachement à aucune doctrine, et nous convaincre de l'orientation de l'esprit public.

Quelles affinités peuvent avoir avec le socialisme — égalité des conditions par la suppression de la propriété et par sa socialisation — ces projets qui touchent principalement aux réalités de la vie matérielle, ces productions anonymes inspirées par des déceptions et des rancunes, cette ruée irraisonnée de foules poussées par l'ignorance, par la peur ou par le vice ?

L'abolition des droits féodaux fut demandée au nom de la propriété reconnue sacrée et protégée par tous les partis ; la confiscation des biens du clergé et l'aliénation des domaines du roi, au nom du droit de l'Etat et sous la pression des nécessités financières. A tous les instants, dans les campagnes, dans les villes, dans les corps municipaux, même pendant la période jacobine,

le respect de la loi et les droits de l'individu sont affirmés. Les abus et les violences qui purent se produire ne reflètent que l'exaltation d'un peuple à l'apprentissage de la liberté.

Et pourtant, la Révolution n'a-t-elle aucun point de contact avec le socialisme moderne ?

Du chaos des propositions abritant les intérêts individuels, des principes ne vont-ils pas surgir ; l'esprit accoutumé à la critique ne va-t-il pas chercher des solutions inspirées d'un autre esprit ?

Après la partie destructive de l'œuvre de la Révolution viendra une partie constructive et des plans que dégagent lentement les esprits encore timides et hésitants.

Les cahiers et les brochures envisagent déjà ces mesures qui laissent deviner l'avenir.

Plusieurs communautés demandent l'impôt proportionnel, visent la richesse dans son superflu et dans son luxe ; entre autres celles de Charmonvillers, de Beutal, de Chazot, d'Etrappe, d'Antechaux, de Besançon par la voix du bas clergé ; celle d'Appenans qui renforce de commentaires ses propositions contre « les objets de luxe, les meutes de chiens de chasse, équipages, chevaux de carrosses, laquais » par des considérations symptomatique : « Si le bœuf du laboureur qui rompt le gazon pour faire venir le blé est imposé, il paraît juste que les chevaux qui traînent l'homme aisé, les chiens de chasse qui gâtent les moissons et mangent la subsistance du pauvre le soient eux aussi. »

Le cahier d'Audechaux (art.15) demande « qu'on mette à contribution pour les besoins de l'Etat les capitalistes », et les brochures (1) soulignent fréquemment cette opposition de l'abondance et de la pauvreté.

Le Tiers Etat s'acheminait ainsi peu à peu vers une

(1) Arch. A. XVIII : cahier commun des trois ordres.

conception nouvelle qui ne divisera plus la société en privilégiés et non privilégiés, mais en riches et en pauvres.

Cette conception s'accroît avec les progrès de la Révolution. En 1793, Vernier, député du Jura, publie une brochure intitulée : « Impôt sur le luxe et les richesses établi par les principes qui doivent régir le législateur républicain. »

Clavière, ministre des finances, s'emparant de cette idée, présente un rapport à la Convention qui décide, le 9 mars de la même année, « qu'il sera établi une subvention de guerre qui ne pèsera que sur les riches » et, le 18, la Convention décrète comme principe que « pour atteindre une proportion plus exacte des charges que chaque citoyen doit supporter en raison de ses facultés, il sera établi un impôt gradué et progressif sur le luxe et les richesses tant foncières que mobilières. »

Il y a là un point de contact indiscutable entre les idées émises dans les écrits ou par les hommes de la révolution et les idées modernes.

Le grand bouleversement de 1789 a eu une autre conséquence : il a engendré le développement de l'esprit critique et de discussion par la négation de tout ce qui jusque-là était considéré comme sacré et intangible. C'est une imprudence de vouloir assouplir ou fléchir certains principes pour les commodités du moment, fût-ce même au nom des droits de l'Etat. Le peuple ne saisit pas certaines subtilités peut-être justifiées en droit et il en tire des conclusions qui l'autorisent à trouver dans ces précédents une excuse à ses caprices.

Comment a-t-il interprété l'aliénation des biens d'Eglise ? Certainement pas en invoquant les droits de la Couronne. Si tout peut changer au gré des temps, les appétits s'ouvrent démesurés. Le bouleversement de nos institutions politiques causa une secousse morale dont

la répercussion ne fut pas étrangère à la poussée ultérieurement du prolétariat.

Malgré qu'elle n'ait pas tiré tout le profit qu'elle aurait pu avoir de l'extension de la propriété, la démocratie rurale fut satisfaite. Elle avait obtenu ce qu'elle voulait : une charte qui flattait sa vanité et encourageait ses illusions, une réduction de ses charges, une communion plus étroite avec la terre. De là, dit M. Paul-Louis (1), son acceptation intégrale des lois civiles de Bonaparte, consécration elles-mêmes des vues juridiques de la Constituante, de là enfin sa résistance opiniâtre et séculaire, non point aux réacteurs politiques, mais à tous ceux qui faisaient mine d'ébranler l'édifice doctrinal des conceptions révolutionnaires. »

Le monde ouvrier n'avait pas bénéficié de cet état de choses. L'abolition des corporations diminua le prestige de « l'artisan », et la formation d'une grande industrie après 1815 le réduisit, dans l'organisation d'une division du travail croissante, à une œuvre souvent dépourvue d'intérêt.

Les découvertes scientifiques multipliant leur nombre, la concentration dans les villes accrut la misère et rendit plus insupportable le bien-être des dirigeants. Le peuple reprend alors à son compte les protestations des paysans de l'ancien régime, s'indigne de l'abus du luxe, de la richesse. Les ordres sont devenus des classes sociales ; les serfs de l'usine ont remplacé les serfs de la terre. Les ouvriers vont invoquer des précédents et un exemple qu'ont suscité les théories et les manifestations de la première Révolution. C'est là que les deux mouvements se rejoignent et se prolongent.

Marx et Engel ont bien senti cette influence lointaine et cette continuité : « La bourgeoisie, disent-ils, dans

(1) *Histoire du Socialisme français*, p. 35.

le « Manifeste du parti communiste », a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens multicolores qui unissaient l'homme à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister entre l'homme et l'homme d'autre lien que le froid intérêt, que le dur argent comptant. Elle a noyé l'extase religieuse, la sentimentalité du petit bourgeois, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; à la place de l'exploitation voilée par les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation directe, brutale et éhontée. »

L'influence des manifestations révolutionnaires à intention exclusivement individualiste sur la formation d'un état d'esprit égalitaire et socialiste permettra d'affirmer que la Révolution de 1848 n'était que la reprise et l'annexe de celle de 1789.

Il nous paraît intéressant de rappeler, après avoir rapproché ces dates, que Fourier et Proudhon ont vu le jour en Franche-Comté.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU :

Le Président de la Thèse,

AUG. DESCHAMPS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

TISSIER.

BIBLIOGRAPHIE

Il ne nous est pas possible de donner une bibliographie complète des cahiers primaires, brochures, plaquettes, pièces diverses et manuscrits que nous avons consultés tant à la Bibliothèque de Besançon qu'aux Archives de Franche-Comté. Les principaux de ces documents sont signalés dans le cours de notre travail. Nous nous bornons à relater ici les ouvrages imprimés qui nous ont été utiles.

AULARD (A.). — Histoire politique de la Révolution Française. (Paris, Colin, 1901.)

BOUGLE. — Les Idées égalitaires. (Alcan, 1899, in-8°.)

CHAMPION. — La France d'après les Cahiers de 1789. (Paris, 1904.)

DONIOL. — La Révolution et la Féodalité.

DUNOD DE CHARNAGE. — Histoire de l'Eglise, ville et diocèse de Besançon. (Daclin, 2 vol. in-4°.)

ESPINAS (A.). — La Philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution. (Alcan, 1898.)

ESMEIN. — Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français. (4^e éd., Paris, 1901.)

D'EICHTAL. — Socialisme, Communisme et Collectivisme. (Guillaumin, 1901.)

ESTIGNARD. — Le Parlement de Franche-Comté. (1674-1710, 2 vol., Besançon, 1892.)

FAGUET. — Problèmes politiques.

FERRI (Enrico). — Socialisme et science positive. (Giard et Brière, 1897.)

GUYOT. — Répertoire universel de Jurisprudence. (Maimorte.)

ISAMBERT. — Les Idées socialistes en France de 1815 à 1848. (Alcan, 1905.)

JANET (P.). — Origines du Socialisme contemporain.

— Philosophie de la Révolution. (Germer-Baillièvre, 1875, in-8°.)

- LICHTENBERGER (A.). — Le Socialisme et la Révolution Française. (Alcan, 1899.)
- PAUL-LOUIS. — Histoire du Socialisme français. (Fischbacher, 1901.)
- MARION. — Les Impôts directs sous l'Ancien Régime. (Cornély, 1910, in-8°.)
- MAVIDAL et LAURENT. — Archives parlementaires de 1787 à 1860. (Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, 2^e édit., Paris, 1879, tome 2, p. 332 ; cahiers de Besançon.)
- SAGNAC. — Législation civile de la Révolution. (Hachette, 1898, in-8°.)
- SAUZAY. — Histoire de la persécution révolutionnaire dans le département du Doubs, de 1789 à 1801. (Tome I, Besançon, 1867.)
- TAINE. — Origines de la France contemporaine (L'Ancien Régime). (Hachette, 1876-94.)
- DE TOCQUEVILLE. — L'Ancien Régime et la Révolution. (Lévy, 1859, in-8°.)
- VIALAY. — La Vente des Biens nationaux. (Perrin, 1908, in-8°.)
- YOUNG (A.). — Voyage en France.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : Egalitarisme et Socialisme	Pages 5
---	------------

PREMIERE PARTIE

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CHAPITRE I. — Le Clergé	19
CHAPITRE II. — La Noblesse	30
CHAPITRE III. — Le Tiers Etat : Paysans, campagne, situation économique	39
CHAPITRE IV. — Le Tiers Etat : Bourgeois, villes, vie intellectuelle	62

DEUXIEME PARTIE

LA RÉVOLUTION ET LES TENDANCES ÉGALITAIRES

CHAPITRE I. — Préparation aux Etats Généraux. — Les Cahiers	71
CHAPITRE II. — Les brochures. — Les actes révolution- naires	83
CHAPITRE III. — Analyse et sens des manifestations révo- lutionnaires	91
CONCLUSION	111

IMPRIMERIE EXPRESS
46, RUE DE LA CHARITÉ
- - LYON - -

